

Sénat de Belgique

Session ordinaire 2011-2012



5-133COM

**Commission des Finances et des
Affaires économiques**

Mardi 13 mars 2012

Séance du matin

Annales

Handelingen

**Commissie voor de Financiën
en voor de Economische
Aangelegenheden**

Dinsdag 13 maart 2012

Ochtendvergadering

5-133COM

Gewone Zitting 2011-2012

Belgische Senaat

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
cdH	centre démocrate Humaniste
Ecolo	Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Open Vld	Open Vlaamse liberalen en democraten
PS	Parti Socialiste
sp.a	socialistische partij anders
VB	Vlaams Belang

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire

Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «l'interpellation du CRIOC par rapport aux pratiques du jeu en ligne Habbo» (n° 5-1875)	5
Demande d'explications de M. Ludo Sannen au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «le contrôle des pratiques des sites proposant des crédits à la consommation sur internet» (n° 5-1802)	7
Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «l'absence d'informations légales sur les sites internet de crédit en ligne» (n° 5-1876).....	7
Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «la comptabilité des syndicats de copropriété» (n° 5-1879).....	9
Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «le remboursement par Electrabel de sommes trop perçues auprès des clients équipés d'un compteur à budget» (n° 5-1951)	12
Demande d'explications de M. Peter Van Rompuy au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «le premier rapport de la Commission sur les déséquilibres macroéconomiques de la zone euro et de l'ensemble de l'Union européenne» (n° 5-1965).....	13
Demande d'explications de M. Bert Anciaux au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «la signature du traité ACAC par l'Union européenne et la Belgique» (n° 5-1871)	16
Demande d'explications de Mme Freya Piryns au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «la signature de l'accord commercial anti-contrefaçon» (n° 5-1941).....	16
Demande d'explications de M. Bert Anciaux au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «la réglementation relative aux sondages d'opinion» (n° 5-1868)	21
Demande d'explications de Mme Helga Stevens au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «le contrôle de trajet sur l'autoroute E17 à Gentbrugge» (n° 5-1945)	24

Inhoudsopgave

Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «het OIVO en de handelwijze van het onlinespeltje Habbo» (nr. 5-1875)	5
Vraag om uitleg van de heer Ludo Sannen aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de controles op de praktijken van aanbieders van consumentenkredieten op het internet» (nr. 5-1802)	7
Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «het ontbreken van wettelijke informatie bij onlinekredietaanbieders» (nr. 5-1876)	7
Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de boekhouding van de verenigingen van mede-eigenaren» (nr. 5-1879).....	9
Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de terugbetaling door Electrabel van te veel geïnde bedragen aan klanten met een budgetmeter» (nr. 5-1951)	12
Vraag om uitleg van de heer Peter Van Rompuy aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «het eerste commissierapport over de macro-economische onevenwichtigheden in de eurozone en de hele Europese Unie» (nr. 5-1965).....	13
Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de ondertekening van het ACTA-verdrag door de EU en België» (nr. 5-1871)	16
Vraag om uitleg van mevrouw Freya Piryns aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de ondertekening van de handelsovereenkomst ter bestrijding van namaak» (nr. 5-1941).....	16
Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de regelgeving met betrekking tot opiniepeilingen» (nr. 5-1868)	21
Vraag om uitleg van mevrouw Helga Stevens aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de trajectcontrole op de E17 in Gentbrugge» (nr. 5-1945)	24

Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «les extensions de garantie» (n° 5-1981)	26	Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de verlenging van de garantie» (nr. 5-1981)	26
--	----	---	----

Présidence de M. Ludo Sannen*(La séance est ouverte à 10 h 30.)***Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «l'interpellation du CRIOC par rapport aux pratiques du jeu en ligne Habbo» (n° 5-1875)**

Mme Fabienne Winckel (PS). – Il semblerait que des annonces publicitaires visant à racoler les jeunes joueurs pour qu'ils complètent un questionnaire en échange de crédits de jeu, soient régulièrement publiées via le jeu Habbo. Ces questionnaires demanderaient des informations personnelles sur les parents des jeunes joueurs qui, par la suite, recevraient des entreprises ayant rédigé les questionnaires des publicités non sollicitées.

Fin juin 2011, le CRIOC avait introduit une plainte auprès de la Commission pour la Protection de la Vie Privée contre le jeu en ligne Habbo.

Cependant, étant donné que Habbo est d'origine hollandaise, le dossier avait été envoyé au *College Bescherming Persoonsgegevens*, organisme compétent en Hollande. Celui-ci aurait depuis lors annoncé qu'il ne pourrait se pencher sur cette plainte par manque de moyens.

Le CRIOC estime qu'il s'agit d'une atteinte à la vie privée. Il aurait donc interpellé tant les autorités nationales, belges et hollandaises, que les autorités européennes sur cette pratique qui témoigne d'une défaillance dans le système de protection des consommateurs. Monsieur le ministre, quelles suites ont été réservées à l'interpellation du CRIOC ? Des contacts ont-ils été pris avec les autorités hollandaises en vue de mettre fin à ce genre de pratique ? Des dispositions ont-elles été envisagées en vue d'accélérer les procédures destinées à neutraliser ce type d'activités ?

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – Les règles relatives à la protection de la vie privée relèvent de la ministre de la Justice. Le problème relatif à la commission hollandaise et belge de la protection de la vie privée m'échappe.

La direction générale Contrôle et Médiation de l'Inspection économique avait reçu, dans le courant de l'année 2010, une plainte relative à Habbo et portant sur l'indication des prix. L'examen du site concerné n'a pas permis de retenir une quelconque infraction. Comme il s'agissait d'un prestataire de services situé en France, les autorités françaises ont été sollicitées dans le cadre de la coopération administrative afin de faire connaître leur position. Elles ont fait savoir qu'elles concluaient également à l'absence d'infraction.

L'année dernière, nous n'avons pas reçu de plainte. À la suite de cette demande d'explications, mon administration procédera, si nécessaire, à une analyse approfondie. Nous allons réexaminer les règles en matière de pratiques commerciales déloyales ou de commerce électronique.

Voorzitter: de heer Ludo Sannen*(De vergadering wordt geopend om 10.30 uur.)***Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «het OIVO en de handelwijze van het onlinespelletje Habbo» (nr. 5-1875)**

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – Naar verluidt zou via het Habbo-internetspel geregeld reclame worden verzonden aan jonge spelers waarin ze worden uitgenodigd in ruil voor spelpunten een vragenlijst in te vullen. In die vragenlijsten wordt om inlichtingen over de ouders van de jonge spelers gevraagd. Daarop ontvangen de ouders reclame waar ze niet om gevraagd hebben, van de firma's die de vragenlijsten hebben opgesteld.

Einde juni 2011 heeft het OIVO een klacht ingediend bij de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer tegen het Habbo-internetspel.

Aangezien Habbo oorspronkelijk uit Nederland komt, werd het dossier doorgezonden aan het College Bescherming Persoonsgegevens, het bevoegde orgaan in Nederland. Dat orgaan zou inmiddels hebben meegedeeld dat het zich bij gebrek aan middelen niet met die klacht kan inlaten.

Het OIVO is van oordeel dat het gaat om een inbreuk op de persoonlijke levenssfeer. Het heeft dus de zowel de Belgische, de Nederlandse als de Europese autoriteiten over die praktijk ondervraagd, omdat die getuigt van een tekortkoming in het systeem dat de consument moet beschermen.

Welk gevolg is gegeven aan de vraag van het OIVO? Werd contact opgenomen met de Nederlandse autoriteiten opdat ze een einde zouden maken aan die praktijk? Werden schikkingen overwogen om de procedures te versnellen die dat soort activiteiten kunnen neutraliseren?

De heer Johan Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee. – De minister van Justitie is bevoegd voor de regels met betrekking tot de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Op het probleem met betrekking tot de Nederlandse en Belgische commissies voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer heb ik dus geen vat.

De algemene directie Controle en Bemiddeling van de Economische Inspectie heeft in de loop van het jaar 2010 een klacht ontvangen met betrekking tot Habbo en over de tarieflijst. Bij een onderzoek van de website heeft men echter geen enkele inbreuk kunnen vaststellen. Aangezien de dienstenleverancier in Frankrijk is gevestigd, hebben we in het raam van de administratieve samenwerking de Franse autoriteiten gevraagd hun standpunt mee te delen. Ze hebben geantwoord dat ze evenmin een inbreuk hebben kunnen vaststellen.

Het afgelopen jaar hebben we geen klacht ontvangen. Ingevolge deze vraag om uitleg zal mijn administratie evenwel een diepgaande analyse uitvoeren. We zullen de

Contact devra alors être pris avec les autorités de l'État membre concerné. En effet, pour l'inspection économique, c'est également le pays dans lequel l'entreprise se trouve qui est responsable.

Mme Fabienne Winckel (PS). – Je vous remercie pour votre réponse. Effectivement ma question portait, d'une part, sur la protection de la vie privée, avec la communication des données personnelles en ligne, et d'autre part, sur les jeux de hasard et les mineurs d'âge.

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – Les jeux de hasard relèvent de la ministre de la Justice.

Mme Fabienne Winckel (PS). – Mais la protection du consommateur est de votre ressort.

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – Oui, mais les règles applicables sont presque toutes celles du pays où siège l'entreprise concernée.

Les pratiques de commerce déloyales et le commerce électronique sont de notre ressort. La direction générale procédera à une analyse approfondie, mais uniquement sur ces deux points.

Mme Fabienne Winckel (PS). – J'avais été interpellée par le fait qu'il y avait au départ un accès gratuit au jeu et que très rapidement, on propose aux jeunes de téléphoner à tarifs assez élevés pour pouvoir continuer à jouer. Je me demandais s'il n'était pas possible d'encadrer les nouveaux moyens de paiement, que les jeunes sont incités à utiliser.

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – Je vais demander à mon administration qu'elle rédige un rapport et je vous le communiquerai.

Mme Fabienne Winckel (PS). – Selon l'étude du CRIOC qui concernait les jeunes entre dix et dix-sept ans, on constate que deux jeunes sur cinq ont déjà joué sur ce type de site en ligne. L'âge moyen pour commencer est de onze ans. Cela m'interpelle.

(M. Louis Siquet, prend place au fauteuil présidentiel.)

regels inzake oneerlijke handelspraktijken en elektronische handel opnieuw onder de loep nemen. Vervolgens zullen we contact moeten opnemen met de betrokken lidstaat. Ook voor de economische inspectie is het land waar de firma gevestigd is, immers aansprakelijk.

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – *Ik dank u voor uw antwoord. Mijn vraag had inderdaad betrekking, enerzijds, op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gezien de onlinetransfer van persoonlijke gegevens, en, anderzijds, op de kansspelen en de minderjarigen.*

De heer Johan Vande Lanotte, *vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee.* – *Kansspelen vallen onder de bevoegdheid van de minister van Justitie.*

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – *U bent evenwel bevoegd voor de bescherming van de consument.*

De heer Johan Vande Lanotte, *vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee.* – *Ja, maar de regels die van toepassing zijn, zijn nagenoeg allemaal regels van het land waar de betrokken firma is gevestigd.*

Voor oneerlijke handelspraktijken en elektronische handel ben ik wel bevoegd. De algemene directie zal beide punten diepgaand analyseren.

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – *Ik maakte me vooral zorgen omdat de toegang tot het spel aanvankelijk gratis was, maar men de jongeren zeer gauw voorstelde te telefoneren tegen een vrij hoog tarief om te kunnen blijven spelen. Ik vroeg me dus af of het niet mogelijk is een kader te scheppen voor de nieuwe betaalmiddelen tot het gebruik waarvan de jongeren worden aangezet.*

De heer Johan Vande Lanotte, *vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee.* – *Ik zal mijn administratie om een rapport vragen en het u bezorgen.*

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – *Volgens de OIVO-studie over jongeren van tien tot zeventien jaar hebben twee jongeren op vijf dat soort onlinespel al gespeeld. De gemiddelde leeftijd bedraagt elf jaar. Dat laat me niet koud.*

(Voorzitter: de heer Louis Siquet.)

Demande d'explications de M. Ludo Sannen au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «le contrôle des pratiques des sites proposant des crédits à la consommation sur internet» (n° 5-1802)

Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «l'absence d'informations légales sur les sites internet de crédit en ligne» (n° 5-1876)

M. le président. – Je vous propose de joindre ces demandes d'explications. (*Assentiment*)

M. Ludo Sannen (sp.a). – *Le 10 janvier, le SPF Économie a annoncé que sur 93 entreprises étudiées, quatre seulement respectaient la législation belge dans leurs offres de crédit à la consommation sur internet. Ce communiqué fait suite à une étude que le SPF a réalisée à la demande du département de la Protection des consommateurs de la Commission européenne. Chaque année, lors de l'Internet Sweep Day, les autorités européennes analysent les sites web d'un secteur déterminé. Au total, 142 propositions de crédit émanant de 93 entreprises, dont la plupart sont des intermédiaires de crédits, ont été étudiées.*

Les infractions les plus fréquentes étaient l'absence de mention ou la mention incomplète du taux débiteur ou du montant total à rembourser, l'évocation de la situation financière difficile des clients potentiels, l'absence d'information de contact et de numéro d'entreprise légalement requis.

Le SPF Économie a annoncé qu'il prendrait des mesures contre les entreprises qui, selon l'enquête, sont dans l'irrégularité. Elles recevront un avertissement et devront adapter leur site web à brève échéance. Si elles ne s'exécutent pas, elles seront invitées à une transaction ou leur dossier sera envoyé au parquet.

Une action sera entreprise contre les contrevenants qui ont été découverts lors de l'enquête limitée du SPF. Celle-ci a en tout cas montré que 5% à peine des entreprises de crédit respectent la législation. L'enquête sera-t-elle poursuivie ?

Le ministre pense-t-il que les chiffres révélés par l'enquête prouvent la nécessité d'un contrôle permanent de ce secteur ? Sous quelle forme ?

Envisage-t-il d'autres mesures contre ces pratiques commerciales intolérables et leurs effets en termes de surendettement d'un groupe important de consommateurs ?

Mme Fabienne Winckel (PS). – Selon l'enquête portant sur les sites internet qui offrent des crédits à la consommation, enquête réalisée sur l'ensemble des États membres, la Belgique serait clairement parmi les plus mauvais élèves en

Vraag om uitleg van de heer Ludo Sannen aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de controles op de praktijken van aanbieders van consumentenkredieten op het internet» (nr. 5-1802)

Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «het ontbreken van wettelijke informatie bij onlinekredietaanbieders» (nr. 5-1876)

De voorzitter. – Ik stel voor deze vragen om uitleg samen te voegen. (*Instemming*)

De heer Ludo Sannen (sp.a). – Op 10 januari meldde de FOD Economie dat slechts 4 van 93 onderzochte ondernemingen conform de Belgische wetgeving handelt bij het verstrekken van consumentenkredieten op het internet. Aanleiding was een onderzoek dat de FOD uitvoerde in opdracht van het departement Consumentenbescherming van de Europese Commissie. Tijdens de jaarlijkse *Internet Sweep Day* worden de websites van een bepaalde sector onderzocht. In totaal werden 142 kredietaanbiedingen van 93 verschillende ondernemingen onderzocht, voor het overgrote deel kredietbemiddelaars.

De meest voorkomende overtredingen waren het niet of onvolledig vermelden van de debetrente en van het terug te betalen bedrag, het inspelen op de moeilijke financiële situatie van potentiële klanten, de afwezigheid van de wettelijk verplichte contactinformatie en het ondernemingsnummer van de kredietgever of kredietbemiddelaar.

De FOD Economie kondigde aan maatregelen te zullen treffen tegen de ondernemingen die blijkens de steekproef in de fout zijn gegaan. Die ondernemingen zullen een waarschuwing in de bus krijgen en dienen hun website op korte termijn aan te passen. Als dat niet gebeurt, volgt een minnelijke schikking of doorverwijzing naar het parket.

Er zal actie ondernomen worden tegen overtreders die in het beperkte onderzoek van de FOD zijn ontdekt. Uit de steekproef blijkt immers dat amper 5% de wetgeving respecteert. Zal het onderzoek naar kredietzondaars voortgezet worden op basis van deze cijfers of blijft het bij deze steekproef?

Is de minister van oordeel dat er op basis van deze cijfers nood is aan een permanente controle in deze sector en in welke vorm?

Plant de minister verdere maatregelen tegen deze ongeoorloofde commerciële praktijken en de effecten op de overmatige schuldenlast van een grote groep consumenten?

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – *Volgens het onderzoek dat in alle lidstaten is gevoerd naar de websites die consumentenkredieten aanbieden, zou België overduidelijk bij de zwakste leerlingen zijn inzake toegang tot alle wettelijk*

matière d'accès des consommateurs à toutes les informations légalement prévues avant de contracter un crédit. Le débat que nous avons mené tout à l'heure sur la proposition de loi a montré qu'il s'agit d'un élément important. Pourtant, les consommateurs achètent de plus en plus à crédit et les problèmes liés à ceux-ci s'accroissent. Fin mai 2010, pas moins de 361 082 débiteurs avaient des retards de paiement pour au moins un crédit.

Au total, sur 562 sites internet analysés, seuls 30% auraient réussi le test. En Belgique, 89 des 93 sites analysés ont été désavoués.

Monsieur le ministre, confirmez-vous ces informations ?

Dans l'affirmative, quelles dispositions ont-elles été mises en œuvre en vue d'améliorer le respect de la législation ?

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – Je vous confirme ces chiffres. Je les ai également cités dans un communiqué du 10 janvier 2012. Je tiens cependant à apporter la nuance suivante : nos chiffres sont beaucoup plus élevés, mais notre législation est également beaucoup plus sévère que celle des autres pays. Ce qui est considéré comme une infraction dans notre pays ne l'est pas dans beaucoup d'autres.

Le *Sweep Day* est une action menée chaque année avec de nombreux pays européens. La Belgique y joue un rôle très important, notamment dans l'organisation des différentes institutions de contrôle, comme l'Inspection économique chez nous.

La Belgique est beaucoup plus orientée que d'autres pays vers l'international.

Au début, le nombre de sites web était limité. Nos moteurs de recherche ont effectué des recherches de base mais aussi des recherches plus spécifiques, notamment sur les banques et les chambres économiques, et il semble que les résultats soient assez représentatifs.

Nous savons à présent dans quelle mesure le secteur du crédit respecte ses obligations légales, et l'image n'est pas vraiment positive. Après Internet Sweep Day, la première phase de l'enquête, une deuxième phase porte maintenant sur les conclusions. Ainsi, on demande au secteur de veiller à ce que chaque organisme de crédit ait adapté son site internet pour septembre 2012. À ce moment, l'Union européenne et le SPF Économie entameront une nouvelle concertation et de nouvelles enquêtes.

L'ensemble de cette action soulève quand même quelques problèmes. À l'occasion d'une enquête similaire sur des brochures publicitaires, nous avons constaté que celles-ci avaient été adaptées après un avertissement mais que, peu de temps après, de nouvelles brochures présentaient de nouveaux produits. Le contrôle s'exerce en continu et demande énormément de temps et d'effectifs, mais il fait parfois penser au travail de Sisyphe. Une taskforce spécifique étudie dorénavant en permanence la publicité sur les produits financiers, ce qui ne se faisait qu'épisodiquement auparavant, et on a constaté que les organismes de crédit se sont momentanément adaptés mais que, deux mois plus tard, ils étaient de nouveau en infraction.

bepaalde gegevens die een consument moet kunnen raadplegen alvorens een krediet op te nemen. De discussie die we daarjuist gevoerd hebben over het wetsvoorstel, toont aan dat dit belangrijk is. Nochtans kopen meer en meer consumenten op krediet en nemen de daaraan gelinkte problemen toe. Einde 2010 hadden niet minder dan 361 082 schuldenaars een betalingsachterstal voor minstens één krediet.

Van de 562 websites die geanalyseerd werden, was slechts 30% voor de test geslaagd. In België werden 89 van de 93 sites afgekeurd.

Mijnheer de minister, bevestigt u die informatie?

Zo ja, welke schikkingen zijn getroffen om de wetgeving beter te doen eerbiedigen?

De heer Johan Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee. – Ik bevestig de cijfers. Ik heb ze zelf geciteerd in een persmededeling van 12 januari 2012. Toch wil ik volgende nuance aanbrengen: onze cijfers liggen een pak hoger, maar onze wetgeving is ook veel strenger dan die van de andere landen. Wat in ons land als een inbreuk wordt beschouwd, is dat in vele andere landen niet.

Jaarlijks houden talrijke Europese landen een Sweep Day. België speelt daarin een zeer belangrijke rol, meer bepaald bij de organisatie van verschillende controle-instellingen, zoals de Economische Inspectie bij ons.

België is veel meer dan andere landen internationaal georiënteerd.

In het begin was het aantal websites beperkt. Onze zoekmotor heeft niet alleen basisopzoeken uitgevoerd, maar ook meer specifieke, meer bepaald naar banken en kamers van koophandel en de resultaten ervan zouden vrij representatief zijn.

We weten nu vrij precies in welke mate de kredietsector zijn wettelijke verplichtingen naleeft en dat geeft niet bepaald een positief beeld. Na *Internet Sweep Day*, de eerste fase van het onderzoek, volgt nu een tweede over de gevolgen. Als besluit van het onderzoek zal aan de sector gevraagd worden dat iedere kredietverstrekker tegen september 2012 zijn website in orde brengt. Op dat moment starten de Europese Unie en de FOD Economie met een nieuw overleg en met nieuwe steekproeven.

In globo zijn er met deze hele actie toch wel een paar problemen. Bij een gelijkaardig onderzoek dat we ooit rond reclamefolders hebben gevoerd, stelden we vast dat de folders na een waarschuwing wel werden aangepast, maar dat daarna vrij snel nieuwe folders uitkwamen met nieuwe producten. De controle loopt continu en slurpt enorm veel tijd en mankracht op, maar het lijkt soms op sisyfusarbeid. Rond de reclame voor financiële producten loopt nu een permanent onderzoek door een specifieke taskforce, terwijl dat vroeger maar af en toe gebeurde en men vaststelde dat de kredietverstrekkers zich wel kortstondig corrigeerden, maar twee maanden later opnieuw in de fout gingen.

C'est la loi du 12 juin 1991 qui règle le crédit à la consommation. Les taux d'intérêt, les coûts, les dispositions en matière de publicité sont strictement harmonisés sur le plan européen. Nous pouvons intervenir pour tous les aspects non chiffrés. C'est sur ce plan que nous sommes plus sévères que les autres pays et que nous constatons davantage d'infractions. Quoi qu'il en soit, cette question fera suivie avec beaucoup d'attention par les services de l'Inspection économique.

M. Ludo Sannen (sp.a). – *Je comprends que le ministre s'attende à ce que le secteur procède lui-même à des adaptations et à ce que l'ensemble des organismes de crédit observe les obligations légales pour septembre 2012. Il part du principe qu'outre les nouvelles enquêtes organisées, une taskforce exerce un contrôle permanent. Je souligne que les infractions ont été révélées par les enquêtes organisées à l'occasion du Sweep Day.*

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – *Le secteur savait d'ailleurs que cette enquête était programmée. C'est pourquoi il n'a pas entrepris grand-chose durant cette période.*

M. Ludo Sannen (sp.a). – *J'insiste surtout pour que le ministre prenne d'autres mesures si les nouvelles enquêtes de 2012 révélaient encore des infractions et manquements. Si le secteur est en ordre, des enquêtes devront quand même encore être réalisées de manière régulière en même temps que le contrôle permanent de la taskforce, car les choses changent terriblement vite, surtout dans ce secteur où de nouveaux produits sont sans cesse offerts sur internet.*

Mme Fabienne Winckel (PS). – Je remercie le ministre pour sa réponse. Lorsque l'on voit les dégâts que peuvent causer les crédits à la consommation trop faciles ou le manque d'information sur ces crédits, notamment les conséquences sur le plan du surendettement, il importe d'agir et d'obliger ces entreprises à fournir un maximum d'éléments et à se conformer à la législation. À cet égard, je vous félicite pour les informations que vous nous avez communiquées, notamment l'obligation pour les entreprises de se conformer à la législation pour septembre 2012. J'imagine que celles qui ne seraient pas en règle sur le plan juridique seront soumises à des amendes administratives.

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – On pourrait même les fermer.

(M. Ludo Sannen reprend place au fauteuil présidentiel.)

Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «la comptabilité des syndicats de copropriété» (n° 5-1879)

Mme Fabienne Winckel (PS). – En Belgique, plus d'un million de logements sont divisés en copropriétés dont la

De wet van 12 juni 1991 regelt het consumentenkrediet. De interestvoeten, de kosten en de bepalingen inzake openbaarheid zijn strikt op Europees vlak geharmoniseerd. We kunnen voor alle niet-becijferde aspecten tussenbeide komen. Op dat vlak zijn we veel strenger dan de andere landen en stellen we dan ook meer inbreuken vast. Wat er ook van zij, de diensten van de Economische Inspectie zullen de kwestie zeer aandachtig volgen.

De heer Ludo Sannen (sp.a). – Ik begrijp dat de minister verwacht dat de sector zichzelf uitzuivert en dat tegen september 2012 alle kredietverstrekkers de wettelijke verplichtingen zullen naleven. Hij gaat ervan uit dat, naast de steekproeven die dan opnieuw georganiseerd worden, een taskforce een permanente controle organiseert. Ik wijs erop dat de fouten nu toch maar zijn bovengekomen door de steekproeven die naar aanleiding van Sweep Day werden georganiseerd.

De heer Johan Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee. – De sector wist overigens dat dit onderzoek gepland was. Hij heeft in die periode daarom niet veel ondernomen.

De heer Ludo Sannen (sp.a). – Ik dring er vooral op aan dat de minister nieuwe maatregelen zal treffen, mochten de nieuwe steekproeven van 2012 nog overtredingen en tekorten aan het licht brengen. Ook als blijkt dat de sector in orde is, moeten er naast de permanente controle van de permanente taskforce toch nog geregeld steekproeven worden gehouden, want vooral in deze sector, waar op het internet steeds nieuwe producten worden aangeboden, veranderen de dingen ontzettend snel.

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – *Ik dank de minister voor zijn antwoord. In het licht van de schade die al te gemakkelijke consumentenkredieten of het gebrek aan informatie erover kunnen aanrichten, meer bepaald door overmatige schuldenlast, is het belangrijk om in te grijpen en de kredietverleners te verplichten een maximum aan informatie te verstrekken en zich aan de wet te houden. In dat verband juich ik de informatie toe die u ons hebt verstrekt, meer bepaald dat de firma's zich tegen september 2012 aan de wet dienen te conformeren. Ik veronderstel dat de firma's die juridisch niet in orde zijn, administratieve boetes opgelegd krijgen.*

De heer Johan Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee. – We zouden ze zelfs kunnen sluiten.

(Voorzitter: de heer Ludo Sannen.)

Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de boekhouding van de verenigingen van mede-eigenaren» (nr. 5-1879)

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – In België zijn meer dan één miljoen woningen verdeeld in mede-eigendommen, die

gestion est répartie entre deux mille syndicats professionnels. Ces dernières années, de nombreux scandales ont éclaté suite aux pratiques frauduleuses de certains d'entre eux, combinées à l'incapacité des instances de contrôle de prendre les sanctions qui s'imposent.

Même si la loi du 2 juin 2010 modifiant le Code civil modernise le fonctionnement des copropriétés et accroît la transparence de leur gestion en imposant aux syndicats d'une copropriété de tenir une comptabilité selon un plan comptable minimum normalisé (PCMN) pour les copropriétés de plus de vingt lots, il n'en demeure pas moins que ces mesures sont insuffisantes et ne permettent pas à la loi de prendre sa pleine mesure.

L'adoption de cette loi n'a en effet pas empêché certains scandales principalement liés à la gestion financière des copropriétés.

Lors des débats sur l'adoption de cette loi, nous avons pourtant insisté sur l'absence de dispositif préservant les intérêts financiers des copropriétaires.

Plus récemment, nous avons interpellé le ministre de la Justice sur ces problèmes de gestion financière. Il avait suggéré que le ministre compétent pour les normes comptables organise des formations spécifiques concernant la comptabilité à tenir au sein d'une copropriété.

Il en va de même pour l'encadrement des honoraires des syndicats, qui sont souvent à l'origine des conflits avec les propriétaires. Afin de pallier ce problème, nous avons suggéré au ministre de s'inspirer de ce qui existe en France. Le gouvernement français a en effet publié en 2010 un arrêté listant les prestations qui doivent impérativement être incluses dans le forfait annuel payé par les copropriétaires pour la gestion courante de l'immeuble.

Quant aux prestations qui ne figurent pas dans cette liste, elles ne peuvent être facturées à titre supplémentaire par le syndicat que si elles figurent explicitement en tant que telles dans le contrat de celui-ci.

Monsieur le ministre, en tant que ministre compétent pour les normes comptables, pouvez-vous confirmer que la Commission des normes comptables a bien approuvé le projet de plan comptable minimum normalisé qui lui a été soumis par le SPF Justice ?

De même, comptez-vous mettre en place, en partenariat avec les ordres professionnels concernés, des cycles de formation sur les nouvelles dispositions comptables applicables aux copropriétés ?

Par ailleurs, en tant que ministre en charge de la protection des consommateurs et de la politique des prix, envisagez-vous la création, comme en France, d'une liste définissant clairement les prestations qui doivent être impérativement incluses dans le forfait annuel payé par les copropriétaires ainsi qu'une liste de clauses jugées, de facto, abusives ?

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – La commission des normes comptables a effectivement donné son avis et collaboré avec la ministre de la Justice à la

door tweeduizend professionele verenigingen worden beheerd. De voorbije jaren zijn er veel schandalen uitgebarsten als gevolg van de frauduleuze praktijken van sommige verenigingen, terwijl de controle-instanties niet de nodige sancties kunnen nemen.

De wet van 2 juni 2010 tot wijziging van het Burgerlijk wetboek moderniseert de werking van de mede-eigendommen en maakt het beheer ervan transparanter door de verenigingen van mede-eigenaren te verplichten een boekhouding bij te houden volgens een minimum genormaliseerd rekeningenstelsel voor de mede-eigendommen van meer dan twintig kavels. Die maatregelen zijn echter onvoldoende en laten niet toe dat de wet haar volledige uitwerking heeft.

De goedkeuring van die wet heeft immers niet belet dat er schandalen zijn geweest die vooral te maken hebben met het financiële beheer van mede-eigendommen.

Tijdens de debatten over de goedkeuring van die wet hebben we nochtans benadrukt dat een bepaling ontbreekt die de financiële belangen van de mede-eigenaren beschermt.

Onlangs hebben we de minister van Justitie een vraag gesteld over die problemen op het vlak van financieel beheer. Hij stelde voor dat de minister die bevoegd is voor de boekhoudkundige normen specifieke opleidingen zou organiseren over de boekhouding die een mede-eigendom moet houden.

Hetzelfde geldt voor de beperking van de honoraria van de syndici, die vaak de oorzaak vormen van conflicten met de eigenaren. Om de effecten van dat probleem te verzachten, hebben we de minister voorgesteld te kijken naar het voorbeeld van Frankrijk. De Franse regering heeft in 2010 een besluit gepubliceerd met een opsomming van de prestaties die inbegrepen moeten zijn in het jaarlijkse forfait dat de mede-eigenaren betalen voor het beheer van het gebouw.

De prestaties die niet in die lijst staan, kunnen door de vereniging alleen extra worden aangerekend als ze expliciet in het contract van de vereniging zijn vermeld.

Kan de minister, die bevoegd is voor de boekhoudnormen, bevestigen dat de Commissie voor Boekhoudkundige Normen het ontwerp voor een boekhouding volgens een minimum genormaliseerd rekeningenstelsel dat haar werd voorgelegd door de FOD Justitie heeft goedgekeurd?

Is de minister van plan om samen met de betrokken beroepsordes vormingscycli te organiseren over de nieuwe boekhoudkundige bepalingen die van toepassing zijn op de mede-eigendommen?

Plant de minister, die bevoegd is voor de bescherming van de consumenten en het prijsbeleid, om net als in Frankrijk een lijst op te stellen waarin de prestaties staan vermeld die inbegrepen moeten zijn in de het jaarlijkse forfait dat de mede-eigenaren betalen, evenals een lijst van de clausules die de facto als onrechtmatig worden beoordeeld?

De heer Johan Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee. – *De Commissie voor de Boekhoudkundige Normen heeft inderdaad zijn advies gegeven en heeft samen met de minister*

rédaction d'un projet d'arrêté royal portant sur un plan comptable minimum normalisé pour les comptes des associations des copropriétaires en application de l'article 577-8, §4, 17° du Code civil. Il était très important que cette normalisation s'effectue car les règles n'étaient pas claires et chacun sait les problèmes qui se posent en matière de copropriété. La commission des normes comptables qui relève de ma compétence, a communiqué son avis. Nous pourrions donc avancer en la matière, mais c'est à la ministre de la Justice qu'il appartient de prendre des mesures.

Le département Communication et Formation de l'Institut professionnel des agents immobiliers est chargé d'organiser les formations à l'intention de ses membres qui représentent une grande majorité des syndics. Parmi ces formations, certaines portent sur les nouvelles obligations des syndics de copropriété mais l'arrêté royal relatif au plan comptable n'ayant pas encore été adopté, aucune formation spécifique n'est actuellement prévue. Je suis convaincu que dès que l'arrêté royal sera pris, les formations suivront.

En ce qui concerne les pratiques du marché, l'article 2 de la loi de 2010 définit le consommateur comme toute personne physique qui acquiert ou utilise à des fins excluant tout caractère professionnel des produits sur le marché. Les associations de copropriétaires, qui sont des personnes morales, sont donc exclues du champ d'application de cette loi.

Les services relèvent de la réglementation sur les prix. Les prix des services prestés par les syndics est donc libre. Cependant, et sur ce point j'interprète une matière qui relève plutôt de la ministre de la Justice, les règles générales du droit civil sont claires : le prix est un élément essentiel du contrat et doit figurer dans celui-ci. Dès lors que les obligations du syndic sont définies de manière détaillée dans l'article 577-8 du Code civil et à défaut de clause contraire dans le contrat qui lie le syndic à la copropriété, il paraît raisonnable de considérer que le prix fixé dans le contrat doit être interprété comme couvrant l'ensemble des prestations liées à ces obligations. Cependant, la ministre de la Justice est certainement plus qualifiée que moi pour donner cette interprétation.

Mme Fabienne Winckel (PS). – Je remercie le ministre pour ses réponses qui sont très claires. Il importe selon moi de pouvoir avancer en la matière, notamment dans la publication de cet arrêté royal, afin de pouvoir rétablir la confiance entre les syndics et les copropriétaires : plus d'un million de logements sont divisés en copropriétés en Belgique. Il conviendrait de pouvoir clarifier les choses, notamment à propos d'une liste qui définirait clairement les prestations. Étant donné les nombreux abus que l'on a constatés dans ce domaine, il serait bénéfique d'apporter un maximum de précisions sur le plan légal. Lorsque j'avais posé la question sous le gouvernement en affaires courantes, le ministre de la Justice m'avait renvoyée au ministre compétent pour les normes comptables.

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – À la question de savoir s'il faut une liste des tâches incluses dans le forfait payé au syndic, l'administration répond que cela couvre l'ensemble des prestations, sauf clause explicite.

van Justitie een ontwerp van koninklijk besluit opgesteld over een minimum genormaliseerd rekeningstelsel voor de boekhoudingen van de verenigingen van mede-eigenaren in uitvoering van artikel 577-8, §4, 17° van het Burgerlijk Wetboek. Het was zeer belangrijk die normalisering door te voeren aangezien de regels niet duidelijk waren en iedereen de problemen kent die inzake mede-eigendom rijzen. De Commissie voor de Boekhoudkundige Normen, die onder mijn bevoegdheid valt, heeft haar advies meegedeeld. We kunnen dus voortgang maken, maar het komt de minister van Justitie toe om maatregelen te nemen.

Het departement Communicatie en Vorming van het Beroepsinstituut van Vastgoedmakelaars is belast met de organisatie van opleidingen voor zijn leden die een grote meerderheid van de syndici vertegenwoordigen. Sommige van die opleidingen betreffen de nieuwe verplichtingen van de syndici van mede-eigendommen, maar aangezien het koninklijk besluit betreffende het minimum genormaliseerd rekeningstelsel nog niet is goedgekeurd, is er op dit ogenblik nog geen specifieke opleiding. Ik ben ervan overtuigd dat dergelijke opleidingen zullen worden georganiseerd zodra het koninklijk besluit is uitgevaardigd.

Wat de marktpraktijken betreft, definieert artikel 2 van de wet van 2010 de consument als iedere natuurlijke persoon die, uitsluitend voor niet-beroepsmatige doeleinden, op de markt gebrachte producten verwerft of gebruikt. De verenigingen van mede-eigenaren, die rechtspersonen zijn, vallen niet onder het toepassingsveld van die wet.

De diensten vallen onder de reglementering op de prijzen. De prijs van de diensten geleverd door de syndici is dus vrij. Evenwel, en op dit punt verklaar ik een punt dat veeleer tot de bevoegdheid van de minister van Justitie behoort, zijn de algemene regels van het burgerlijk recht duidelijk: de prijs is een essentieel onderdeel van het contract en moet erin vermeld staan. Aangezien de verplichtingen van de syndicus in detail gedefinieerd zijn in artikel 577-8 van het Burgerlijk Wetboek en bij gebrek aan andersluidende clausule die de syndicus aan de mede-eigendom bindt, moet er redelijkerwijze van worden uitgegaan dat de prijs die in het contract is bepaald het geheel van de prestaties die met die verplichtingen gepaard gaan dekt.

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – *Ik dank de minister voor zijn duidelijke antwoord. Het is belangrijk voortgang te maken in deze materie, in het bijzonder in de publicatie van het koninklijk besluit, zodat het vertrouwen tussen de syndici en de mede-eigenaren kan worden hersteld: meer dan een miljoen woningen in België zijn verdeeld in mede-eigendommen. De zaken moeten worden uitgeklaard, in het bijzonder met betrekking tot een lijst die de prestaties duidelijk definieert. Gezien de talrijke misbruiken op dat vlak, is het nuttig zoveel mogelijk details op te nemen in de wet. Toen ik de vraag stelde tijdens de regering van lopende zaken, verwees de minister van Justitie me naar de minister bevoegd voor de boekhoudkundige normen.*

De heer Johan Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee. – *Op de vraag of er een lijst nodig is van de taken die zijn inbegrepen in het forfait dat aan de syndicus wordt betaald, antwoordt de administratie dat het forfait alle prestaties dekt, tenzij er een*

Le syndic est en effet censé savoir quelles sont les tâches concernées.

Mme Fabienne Winckel (PS). – Monsieur le ministre, je vous remercie pour les avancées réalisées dans ce dossier et j'y resterai attentive.

Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «le remboursement par Electrabel de sommes trop perçues auprès des clients équipés d'un compteur à budget» (n° 5-1951)

Mme Fabienne Winckel (PS). – Lorsqu'un client ne parvient pas à payer ses factures intermédiaires auprès d'Electrabel, il est souvent invité à passer au système de compteur à budget tout en apurant sa dette via un étalement des paiements.

Cependant, les factures intermédiaires ne sont pas toujours conformes à la consommation réelle du client et une fois la facture annuelle de régularisation établie, le fournisseur est parfois finalement débiteur.

Les clients concernés sont avertis par courrier des sommes qui devraient leur être remboursées sans pour autant qu'Electrabel effectue le paiement. En effet, la procédure établie pour le remboursement ne serait pas automatisée pour les clients passés entre-temps à un mode de paiement à budget.

Il semble que le client doive, sans information aucune, savoir qu'il doit introduire une demande auprès d'Electrabel afin d'obtenir des documents à compléter et à renvoyer pour que le remboursement ait finalement lieu.

Monsieur le ministre, confirmez-vous ces informations ? Dans l'affirmative, pourquoi Electrabel ne joint-il pas immédiatement au courrier attestant du remboursement, le formulaire que le client doit lui renvoyer ? Lorsqu'Electrabel ne rembourse pas immédiatement les sommes indûment perçues, le client peut-il réclamer des intérêts de retard ? Les autres fournisseurs d'énergie utilisent-ils la même procédure ? Quelles dispositions seront-elles prises afin d'améliorer la procédure de remboursement ?

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – La question de Mme Winckel a attiré l'attention de mon administration et de moi-même sur un problème que nous ignorions.

Dans l'accord conclu entre consommateurs et fournisseurs, ceux-ci, parmi lesquels Electrabel, ont pris une série d'engagements ; aucune exception n'est prévue pour les consommateurs disposant d'un compteur à budget.

Lors de la révision de l'accord en 2008, des engagements complémentaires ont été pris en ce qui concerne la facture d'énergie. Dans un souci d'équilibre au niveau du paiement ou du remboursement du solde, il a ainsi été prévu que le fournisseur débiteur indique sur la facture de décompte le montant du remboursement, la date ultime à laquelle il sera

expliciete clause is. De syndicus wordt geacht te weten wat de taken in kwestie zijn.

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – Ik dank de minister voor de vooruitgang die in dit dossier is geboekt.

Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de terugbetaling door Electrabel van te veel geïnde bedragen aan klanten met een budgetmeter» (nr. 5-1951)

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – Als een klant zijn tussentijdse facturen van Electrabel niet kan betalen, wordt vaak een budgetmeter geplaatst en wordt zijn schuld via een spreiding van betaling aangezuiverd.

De tussentijdse facturen stemmen echter niet altijd overeen met het effectieve verbruik van die klant en als de jaarlijkse afrekening komt, is de leverancier hem soms zelf geld schuldig.

De betrokken klanten krijgen dan een brief met vermelding van de bedragen die Electrabel had moeten terugbetalen, wat echter niet gebeurd is. De terugbetaling zou niet automatisch gebeuren voor de klanten die in de betrokken periode een budgetmeter hebben gekregen.

Naar het schijnt moet de klant, zonder enige informatie, weten dat hij bij Electrabel een aanvraag moet indienen om de invulformulieren voor de terugbetaling te ontvangen.

Mijnheer de minister, bevestigt u die informatie? Zo ja, waarom voegt Electrabel het document dat de klant moet terugsturen niet bij de brief die hem informeert over de terugbetaling? Kan de klant rente vorderen wanneer Electrabel de te veel geïnde bedragen niet onmiddellijk terugbetaalt? Volgen de andere energieleveranciers dezelfde procedure? Welke maatregelen zullen worden genomen om de terugbetalingsprocedure te verbeteren?

De heer Johan Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee. – De vraag van mevrouw Winckel heeft mijn administratie en mijzelf attent gemaakt op een probleem dat ons niet bekend was.

Met het akkoord tussen consumenten en leveranciers, hebben die laatste, onder wie Electrabel, een reeks verplichtingen op zich genomen; daarin staat geen enkele uitzondering voor de consumenten met een budgetmeter.

Bij de herziening van het akkoord in 2008 zijn nog bijkomende verplichtingen aangegaan inzake de energiefactuur. Met het oog op een evenwicht op het vlak van betaling of terugbetaling van het saldo, was ook bepaald dat de leverancier-debiteur op de afrekening het bedrag van de terugbetaling moet vermelden, alsook de uiterste datum van

effectué et le numéro du compte en banque du consommateur sur lequel il sera versé. Le fournisseur demande le numéro s'il n'en dispose pas.

Comme cela doit se faire automatiquement, je comprends difficilement la procédure décrite dans la question ; si elle est appliquée, elle contrevient clairement aux dispositions de l'accord. En effet, la loi relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur prévoit que le fournisseur qui signe un accord et en fait état dans sa publicité est lié par celui-ci ; ne pas le respecter constitue une pratique commerciale inacceptable.

Je souhaiterais que vous me communiquiez des exemples concrets, car mon administration et moi-même ne sommes pas au courant de ces pratiques. Nous pourrions poser la question au Médiateur de l'énergie.

Mme Fabienne Winckel (PS). – Une personne m'avait parlé de son cas personnel.

Le problème ne touche pas seulement le public plus fragilisé que sont les consommateurs dotés d'un compte à budget. En ce qui me concerne, Electrabel m'a redemandé mon numéro du compte sur lequel je souhaitais être remboursée, alors qu'il aurait pu utiliser le compte au départ duquel j'effectue mes paiements. Cela m'a paru perturbant et je trouve que des procédures plus simples peuvent s'appliquer d'autant plus avec un public plus fragile.

Demande d'explications de M. Peter Van Rompuy au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «le premier rapport de la Commission sur les déséquilibres macroéconomiques de la zone euro et de l'ensemble de l'Union européenne» (n° 5-1965)

Peter Van Rompuy (CD&V). – Depuis plus d'un an, l'Union européenne suit une nouvelle procédure de surveillance des États membres en matière non budgétaire mais macroéconomique. Depuis peu ce suivi est en outre devenu plus strict avec un calendrier plus serré et est aussi susceptible d'aboutir à des sanctions.

La Belgique, comme onze autres États, est soumise à un examen dit approfondi après qu'il est apparu dans les tableaux plusieurs indicateurs clignotants. Ces indicateurs sont la perte de parts de marché à l'exportation, la situation de notre compte courant, notre compétitivité relative aux coûts et notre dette élevée.

Toutes ces matières ne relèvent pas des compétences du ministre M. Vande Lanotte sauf la compétitivité des charges salariales. L'an dernier nous n'étions pour cet indicateur qu'à un demi pour cent de la zone d'alerte. Je ne sais pas comment cela a évolué depuis mais je serais très étonné si l'examen approfondi dans sa version finale n'en disait rien. Reste à savoir si l'intervention de l'Europe sera souple ou ferme. On peut en effet appliquer plusieurs méthodes pour s'attaquer au problème des coûts salariaux. Il me paraît préférable de les utiliser toutes.

terugbetaling en het rekeningnummer van de consument waarop de storting zal gebeuren. De leverancier vraagt het nummer als hij dat niet heeft.

Aangezien dat automatisch moet gebeuren, begrijp ik de in de vraag geschetste procedure niet goed; als die effectief wordt gevolgd, is ze duidelijk in strijd met de bepalingen van het akkoord. In de wet betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming staat dat de leverancier het akkoord dat hij ondertekent en waarnaar hij in zijn reclame verwijst, moet naleven. Dat niet doen, is een onaanvaardbare handelspraktijk.

Ik zou daar graag concrete voorbeelden van krijgen want mijn administratie en ikzelf zijn van die praktijken niet op de hoogte. We zouden deze vraag kunnen voorleggen aan de Ombudsdienst voor Energie.

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – Iemand heeft mij hierover aangesproken.

Het probleem treft niet alleen mensen die leven met een budgetmeter. Electrabel heeft mij gevraagd op welk rekeningnummer het te veel geïnde geld mocht worden teruggestort. Daarvoor had men het nummer kunnen gebruiken waarmee ik mijn betalingen verricht. Ik ben van oordeel dat er eenvoudiger methodes bestaan, vooral voor kwetsbare mensen.

Vraag om uitleg van de heer Peter Van Rompuy aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «het eerste commissierapport over de macro-economische onevenwichtigheden in de eurozone en de hele Europese Unie» (nr. 5-1965)

De heer Peter Van Rompuy (CD&V). – Sinds een goed jaar bewandelt de Europese Unie een nieuw traject van toezicht op de lidstaten, niet op budgettair maar op macro-economische vlak. Sinds kort is die follow-up bovendien strikter en sneller dan vroeger en zijn ook sancties mogelijk.

België is samen met 11 andere lidstaten aan een zogenaamd nader onderzoek onderworpen, nadat uit tabellen over verschillende indicatoren was gebleken dat er knipperlichten actief zijn. Het gaat dan over het verlies van ons aandeel in de exportmarkt, de situatie van onze lopende rekening, onze kostencompetitiviteit en onze hoge schuld.

Niet al deze zaken vallen onder de bevoegdheid van minister Vande Lanotte, maar de loonkostencompetitiviteit wel. Vorig jaar zaten we daarvoor op een half procent na niet in de knipperlichtzone. Ik weet niet hoe we intussen zijn geëvolueerd, maar het zou me sterk verbazen als het nader onderzoek daar in zijn eindversie niets over zou zeggen. Blijft de vraag hoe streng of soepel de Europese Unie zal optreden. Er bestaan trouwens verschillende methoden om de loonkostenproblematiek aan te pakken. Het lijkt mij dat men best het hele spectrum benut.

Mijn vraag aan de minister is zeer eenvoudig: is hij van plan

Ma question est très simple : le ministre a-t-il l'intention de prendre des mesures pour éviter que nous ne soyons l'objet de recommandations ou de sanctions ?

Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – *La Commission européenne a en effet formulé dans son rapport des remarques sur les déséquilibres macroéconomiques de la Belgique et de onze autres États. Elle se base dans son analyse sur un tableau de bord qui mesure et compare de manière très élémentaire les perturbations internes et externes de l'équilibre macroéconomique des pays membres de l'UE en 2010. En première analyse, le score de la Belgique est insuffisant pour trois indicateurs : la part de marché à l'exportation durant les cinq dernières années et les dettes publiques et privées élevées. Ces trois problèmes sont actuellement examinés plus profondément et sitôt après cet examen nous aurons un jugement définitif.*

Tous les pays de l'UE sont confrontés à une perte de parts de marché à l'exportation, y compris nos principaux partenaires commerciaux. Nous perdons dans le monde quinze pour cent, l'Allemagne et les Pays-Bas huit pour cent, la France entre quinze et vingt pour cent et le Royaume-Uni plus de vingt pour cent. La Belgique n'est pas le seul pays à perdre des parts de marché, loin de là. Si nous comparons entre eux les pays de l'UE, nous avons un plus mauvais résultat que les Pays-Bas ou l'Allemagne mais meilleur que ceux de la France et du Royaume-Uni.

La Commission affirme que la perte de compétitivité externe de la Belgique peut s'expliquer par une évolution défavorable des coûts salariaux nominaux unitaires. Cela mérite une analyse plus approfondie au sens où la position de la Belgique est surtout due à un déficit structurel de la balance commerciale des biens car la balance commerciale des services affiche un surplus. Quoique le handicap des coûts salariaux puisse expliquer partiellement la perte de compétitivité de l'économie belge, nous sommes aussi handicapés par une double spécialisation. D'une part, nos relations commerciales sont à 80 pour cent orientées vers des pays de la zone euro dont la demande intérieure baisse depuis des années. Nous sommes aussi victimes de la faiblesse de nos exportations vers les pays émergents du groupe BRIC, ce qui n'est pas le cas de l'Allemagne par exemple.

D'autre part, la spécialisation de l'économie belge dans la production de biens de basse ou moyenne technologie n'est pas l'idéal non plus pour accroître les parts de marché à l'exportation dans une situation de concurrence. Dans ce domaine jouent un grand rôle, outre les coûts salariaux, l'inventivité et la technicité des produits mais de cela, on n'en parle moins.

Nous le savons, le gouvernement va prendre dans les prochains mois plusieurs initiatives pour la compétitivité. Je suis convaincu que nous devons absolument éviter de prendre des mesures générales et linéaires. Les coûts salariaux sont un problème dans certains secteurs, comme l'horeca qui n'est pas secteur exportateur. Par contre dans le secteur pharmaceutique par exemple ou dans le travail de nuit ou le travail posté nous avons surmonté le handicap des coûts salariaux et nous obtenons de bons résultats. Cela signifie que des mesures ciblées qui visent les coûts salariaux là où c'est vraiment nécessaire, donnent de meilleurs résultats que

maatregelen te nemen om te voorkomen dat we op dit vlak specifieke aanbevelingen krijgen of sancties oplopen?

De heer Johan Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee. – De Europese Commissie formuleert in haar rapport inderdaad opmerkingen bij de macro-economische onevenwichtigheden van België en van 11 andere lidstaten. Ze baseert zich in haar analyse op een scorebord, dat op een vrij rudimentaire manier externe en interne verstoringen van het macro-economische evenwicht van de EU-landen in 2010 meet en vergelijkt. België scoort volgens een eerste onderzoek onvoldoende voor drie indicatoren: het aandeel in de exportmarkt in de afgelopen vijf jaar en de hoge privé- en overheidsschuld. Deze drie problemen worden nu nader onderzocht en uitgediept en pas later krijgen we een definitieve beoordeling.

Met een inkrimpand exportmarktaandeel krijgen alle landen van de EU te maken, dus ook onze belangrijkste handelspartners. Wij komen wereldwijd op min 15%, Duitsland en Nederland op min 8%, Frankrijk verliest 15 tot 20% en het Verenigd Koninkrijk zelfs meer dan 20%. België is dus lang niet het enige land dat marktaandeel verliest. Als we de landen van de EU onderling vergelijken, scoren we slechter dan Nederland en Duitsland, maar beter dan Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk.

De Commissie stelt dat het verlies aan extern concurrentievermogen van België kan worden verklaard door een ongunstige evolutie van de nominale loonkosten per eenheid. Dat vergt een diepere analyse in de zin dat de externe positie van België vooral getroffen wordt door een structureel tekort op de goederenbalans, want de dienstenbalans kent een overschot. Hoewel de loonkostenhandicap het verlies aan concurrentiekracht van de Belgische economie gedeeltelijk kan verklaren, hebben we ook de handicap van een dubbele specialisatie. Enerzijds zijn onze handelsbetrekkingen voor meer dan 80% gericht op landen van de Eurozone, terwijl de binnenlandse vraag in deze landen al sedert jaren vertraagt. Het gebrek aan export naar de groeielanden van de BRIC speelt ons hier parten, wat voor Duitsland bijvoorbeeld niet het geval is.

Anderzijds is de specialisatie van de Belgische economie in de productie van goederen met een lage of gemiddelde technologie-intensiteit ook niet bevorderlijk om in een concurrentiesituatie een bijkomend exportaandeel te vinden. Voor dit tweede spelen, naast de loonkosten, ook de inventiviteit en de techniciteit van de producten een belangrijke rol, maar die komen minder ter sprake.

Zoals men weet, wil de regering in de komende maanden verschillende initiatieven nemen rond de concurrentiepositie. Mijn overtuiging is dat we hierbij absoluut algemene lineaire maatregelen moeten mijden. Loonkosten zijn in sommige sectoren, bijvoorbeeld de horeca – geen exportsector, het is slechts een voorbeeld – wel een probleem, maar bijvoorbeeld in de farmaceutische sector of voor nacht- en ploegenwerk hebben we de loonkostenhandicap overwonnen en boeken we goede resultaten. Dat betekent dat gerichte maatregelen die de loonkosten aanpakken daar waar dat echt nodig is, beter zijn dan algemene maatregelen treffen en dan maar denken dat die ook een algemeen effect zullen hebben. Dat is niet zo.

des mesures générales dont on pense qu'elles auront un effet général. Cela ne fonctionne pas ainsi.

Cela signifie aussi que le renouvellement des produits reste un élément important. Le gouvernement a fortement insisté pour que l'on boucle la nouvelle réglementation européenne sur les brevets. On y est arrivé mais nous ne savons pas encore où le tribunal de première instance aura son siège et donc provisoirement il n'est pas constitué. C'est malheureux car la gamme des produits restera un élément important de notre position concurrentielle.

Le deuxième déséquilibre de la Belgique est le montant de sa dette. Il est évidemment très élevé. Toutefois il est important de remarquer que la Commission souligne le montant très élevé de la dette privée. C'est surprenant car il existe un patrimoine très important en contrepartie de ces dettes des particuliers. Le volume des emprunts est très limité comparé au total du patrimoine immobilier. Le patrimoine immobilier net et le patrimoine financier net sont assez importants. C'est sans doute l'absence de consolidation des sociétés en Belgique qui joue un rôle car de ce fait les prêts entre sociétés ne sont pas tous comptabilisés, ce qui donne une image très défigurée de la situation. On a dès lors l'impression que nos sociétés sont « engagées » pour de gros montants alors qu'il ne s'agit que de l'addition de plusieurs emprunts entre elles. Notre législation permet cette pratique actuellement et les entreprises en font usage avec empressement entre autres pour des raisons fiscales. Je pense donc que la question de la dette privée peut encore se résoudre.

Le problème de la dette publique est connu. Je ne m'attends pas à ce que nous puissions faire mieux dans les prochaines années que la moyenne européenne.

Je conclus que des mesures ciblées et spécifiques dans plusieurs secteurs sont nécessaires pour améliorer la compétitivité. J'ai déjà donné l'exemple du secteur pharmaceutique. Nous y avons misé beaucoup sur les chercheurs, ce qui a ouvert de très nombreux emplois dans l'ensemble de ce secteur. C'est ce genre de mesures raisonnables que nous devons envisager à l'avenir.

M. Peter Van Rompuy (CD&V). – *Je crains que dans ce débat relatif aux coûts salariaux, on ne perde constamment un élément de vue : si l'on ne parvient pas à augmenter la réserve de main-d'œuvre en période de vieillissement, la pression sur les salaires ne peut que s'accroître. C'est bien là tout le débat sur l'allongement de la carrière. L'essentiel consiste à maîtriser les coûts salariaux à long terme. Il ne me paraît ni sage, ni logique d'un point de vue économique, de freiner sur les deux terrains. Je ne comprends pas que certains acteurs politiques ne veuillent pas agir sur les deux éléments en même temps, car si l'on ne veut pas maîtriser les coûts salariaux en touchant à l'indexation automatique des salaires, il faut admettre qu'il faut alors augmenter la réserve de main-d'œuvre plus rapidement. Selon moi, cet élément est sous-estimé et on se trompe de débat.*

Lors du dernier Sommet européen deux points importants furent mis en avant en ce qui concerne la Belgique : l'âge effectif de la retraite, pour lequel nous nous situons parmi les plus mauvais élèves de l'Union européenne, et les coûts salariaux, pour lesquels nous détenons de loin le record sans

Dat betekent ook dat product vernieuwing een belangrijk element blijft. De regering heeft er sterk op aangedrongen de nieuwe octrooi-regeling in Europa rond te krijgen. Dat is gelukt, maar we weten nog niet waar de rechtbank van eerste aanleg haar hoofdplaats zal krijgen en dus komt die er voorlopig ook niet. Dat is jammer, want het productgamma zal een belangrijk element blijven in onze concurrentiepositie.

De tweede onevenwichtigheid van België is onze schuld. Die ligt inderdaad zeer hoog. Belangrijk is echter dat de Commissie wijst op een zeer hoge privéschuld. Dat is verwonderlijk, omdat er een zeer hoog vermogen staat tegenover die schulden van particulieren. Het volume aan leningen is vrij beperkt, vergeleken met het totale onroerende vermogen. Het netto onroerende vermogen en het netto financiële vermogen zijn vrij groot. Waarschijnlijk speelt hier het gegeven dat België geen consolidering van de vennootschappen kent, waardoor leningen tussen vennootschappen niet allemaal meegerekend zijn, wat een sterke vertekening geeft van de situatie. Je krijgt namelijk de indruk dat onze vennootschappen zwaar 'beleend' zijn, maar in feite gaat het om een optelling van verschillende leningen aan elkaar. Onze wetgeving maakt dat nu eenmaal mogelijk en bedrijven maken daar om fiscale en andere redenen gretig gebruik van. Ik denk dan ook dat de kwestie van de privéschuld nog kan worden uitgeklaard.

Het probleem van de overheidsschuld is bekend. Ik verwacht niet dat we de komende jaren op dat punt beter presteren dan het Europese gemiddelde.

Ik besluit dat gerichte en specifieke maatregelen voor de verschillende sectoren nodig zijn om de competitiviteit te verbeteren. Ik gaf al het voorbeeld van de farmaceutische sector. Daar hebben we fors ingezet op de onderzoekers, wat voor heel wat werkgelegenheid in de hele sector heeft gezorgd. Dat soort verstandige maatregelen moeten we ook in de toekomst overwegen.

De heer Peter Van Rompuy (CD&V). – Persoonlijk vrees ik dat men in het hele debat over de loonkosten één element voortdurend uit het oog verliest: als men er in tijden van vergrijzing niet in slaagt om de arbeidsreserve te vergroten, stijgt uiteraard de druk op de lonen. Dat is het hele debat over langer werken. Het belangrijkste is dat we in *the long run* de loonkosten in de hand houden. Op beide terreinen op de rem gaan staan, lijkt mij niet verstandig en economisch onlogisch. Ik begrijp niet dat sommige politici niet op de twee tegelijk willen ingrijpen, want als je de loonkosten niet in de hand wil houden door het systeem van de automatische indexering aan te pakken, dan moet je aanvaarden dat de arbeidsreserve snel groter moet worden. Zo niet houd je de druk op de lonen niet in de hand. Dat debat wordt mijn inziens onderschat en verkeerd gevoerd.

Op de vorige Europese top waren er voor België twee belangrijke punten: de effectieve pensioenleeftijd, waarvoor we nog altijd bij de slechtste in de Europese Unie staan, en de loonkosten. Daarvoor zijn we in de Europese Unie met lengtes voorsprong recordhouder, terwijl die niet gecorrigeerd

pour autant que ce soit corrigé par la productivité, bien que je doive encore vérifier ce dernier élément. Il est possible que nos prestations soient sur ce point un peu meilleures que ce que laisse supposer le tableau.

En matière de dette privée, je partage le point de vue du ministre Vande Lanotte. J'ignore seulement comment il envisage une approche sectorielle des coûts salariaux. Est-ce possible via la fiscalité, via la sécurité sociale et surtout, est-ce que cela entraînera des coûts budgétaires et disposons-nous, le cas échéant, de marges suffisantes ?

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – *Si l'on envisage la problématique plus vaste de la croissance et de la relance, je reconnais que nous sommes vraiment en défaut sur un point : notre taux d'activité est trop bas. Pour tout le reste, à savoir la sécurité sociale, les dépenses et le contrôle des dépenses et toute une série d'autres éléments, nous sommes loin d'être mauvais. Notre grand problème se situe en effet au niveau du taux d'activité, surtout de ceux qui n'appartiennent pas au noyau de la population active. Par le passé, il s'agissait surtout d'hommes entre 25 et 50 ans, mais aujourd'hui les femmes et les hommes sont à peu près égaux sur le marché du travail. Heureusement.*

En raison de certains facteurs, les femmes de moins de 30 ans fournissent même de meilleures prestations que les hommes. Cependant, les personnes très peu qualifiées, d'une certaine origine et de plus de 53 ans sont absolument sous-représentées sur le marché du travail. Recourir à toutes ces personnes est le facteur premier pour renouer avec la croissance. C'est étrange mais ce n'est pas en créant des emplois que nous procurons du travail à davantage de personnes. Au contraire, c'est en procurant du travail à davantage de personnes que nous créons plus d'emplois.

Demande d'explications de M. Bert Anciaux au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «la signature du traité ACAC par l'Union européenne et la Belgique» (n° 5-1871)

Demande d'explications de Mme Freya Piryns au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «la signature de l'accord commercial anti-contrefaçon» (n° 5-1941)

M. le président. – Je vous propose de joindre ces demandes d'explications. (*Assentiment*)

M. Bert Anciaux (sp.a). – *La Commission européenne et certains États membres, dont la Belgique, ont signé l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC) à Tokyo, contesté en raison de certaines dispositions contre le piratage sur Internet. En effet, les militants craignent que le traité ne soit un laissez-passer pour réprimer certains sites Internet.*

La Commission européenne s'est empressée de nuancer

wordt door de productiviteit, al moet ik dat laatste nog checken. Het is mogelijk dat we hiervoor iets beter presteren dan de tabel doet vermoeden.

Inzake private schuld deel ik de mening van minister Vande Lanotte. Ik weet alleen niet hoe een sectorale aanpak van de loonkosten in zijn ogen kan verlopen. Kan dat via de fiscaliteit, via de sociale zekerheid en vooral, zal dat budgettaire kosten met zich meebrengen en is daar dan wel ruimte voor?

De heer Johan Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee. – Ik ben het ermee eens dat wij in de ruimere problematiek van groei, relance en dergelijke maar op één vlak echt tekortschieten: onze activiteitsgraad ligt te laag. Voor al de rest – de sociale zekerheid, de uitgaven en de controle op de uitgaven en heel wat andere zaken – scoren we lang niet slecht. Ons groot probleem is inderdaad de activiteitsgraad, vooral van degenen die niet tot de kern van de beroepsbevolking behoren. Die bestond vroeger vooral uit mannen van tussen 25 en 50 jaar, maar intussen zijn mannen en vrouwen op de arbeidsmarkt ongeveer gelijkgesteld. Gelukkig maar.

Door bepaalde factoren presteren vrouwen onder de 30 zelfs beter dan mannen. Mensen die zeer laaggeschoold zijn, mensen van een bepaalde afkomst en mensen boven de 53 zijn echter absoluut ondervertegenwoordigd op de arbeidsmarkt. Al die mensen inschakelen is dé grote factor om opnieuw groei te krijgen. Het klinkt vreemd, maar het is niet door banen te creëren dat we meer mensen aan het werk krijgen. Het werkt omgekeerd: door meer mensen aan het werk te krijgen, creëren we meer banen.

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de ondertekening van het ACTA-verdrag door de EU en België» (nr. 5-1871)

Vraag om uitleg van mevrouw Freya Piryns aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de ondertekening van de handelsovereenkomst ter bestrijding van namaak» (nr. 5-1941)

De voorzitter. – Ik stel voor deze vragen om uitleg samen te voegen. (*Instemming*)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – De Europese Commissie en bepaalde lidstaten, waaronder België, hebben in Tokio het antinamaakverdrag ACTA ondertekend. Sommige bepalingen tegen online piraterij maken dat het verdrag omstreden is. Activisten vrezen namelijk dat het verdrag een vrijgeleide wordt om sommige websites aan banden te leggen.

De Europese Commissie haastte zich om de impact van

l'impact de l'ACAC. Le traité ne modifierait en rien la législation européenne. En effet, nous respectons déjà ses dispositions, ce que le ministre a également déclaré aux médias.

Cependant, une grande inquiétude subsiste quant à l'impact du traité. Il serait très vague de manière à prendre ultérieurement des directions plus sévères. De plus, le manque de transparence et la participation limitée de la société civile, voire des parlementaires à l'élaboration du traité soulèvent de vives critiques.

Par conséquent, je suis amené à poser les questions suivantes.

Je pars du principe que la Belgique a effectivement signé le traité. Sous quelle autorité cela a-t-il eu lieu ?

A-t-on pleinement conscience de l'impact de la réglementation et de son imprécision ? Le ministre peut-il me garantir que, concrètement, que ce soit maintenant ou dans le futur, aucune modification ne sera apportée à la réglementation existante en Belgique et en Europe ? Le ministre est-il au courant de l'étude académique qui met en garde contre l'impact du traité, surtout en matière de violation des droits fondamentaux ?

Comment les négociations se sont-elles déroulées ? Quel mandat la Commission européenne a-t-elle reçu ? Quelle position la Belgique a-t-elle défendue ? Comment peut-on améliorer l'implication de la société civile et des parlements dans l'élaboration de tels traités ?

Mme Freya Piryns (Groen). – *Je me pose les mêmes questions que M. Anciaux concernant la signature de ce traité controversé, mais je me pose également la question du pourquoi.*

Je ne vais pas répéter tout ce que M. Anciaux a dit, mais j'insiste surtout sur le fait qu'une enquête scientifique a démontré que le traité, en tentant de maintenir des modèles d'entreprises obsolètes, menace bel et bien de violer les droits fondamentaux. On s'intéresse surtout au rôle des fournisseurs d'accès internet qui doivent en fait servir d'agents de police. Ils peuvent contrôler ce que leurs clients font et éventuellement les sanctionner s'ils téléchargent des œuvres protégées par le droit d'auteur. Cette pratique ne tient que très peu compte des droits du citoyen et il peut difficilement s'y opposer.

On a déjà beaucoup parlé de ces points, mais le traité ACAC a d'autres implications qui reçoivent moins d'attention. Il rend par exemple problématique la distribution de médicaments bon marché dans les pays en développement. Je pense également à la partie relative aux brevets sur les semences, les plants et les végétaux ainsi que les animaux.

Cela pourrait avoir de sérieuses conséquences dans le monde entier, mais aussi en Europe et dans notre pays, pour le monde agricole. Un agriculteur qui produit ses graines lui-même est tout d'un coup déclaré hors-la-loi. Une conséquence très étonnante donc de l'ACAC.

Le traité est mauvais pour l'innovation, pour notre position concurrentielle et pour la liberté d'information et la vie privée des citoyens.

C'est pourquoi je souhaiterais connaître la position adoptée par la Belgique au cours des négociations ? Quelles sont les

ACTA te nuanceren. Het verdrag zou niets aan de Europese wetgeving veranderen, we voldoen immers al aan de bepalingen ervan. Ook de minister verklaarde dat op het journaal.

Toch blijft grote ongerustheid bestaan over de impact van het verdrag. Het zou zeer vaag zijn, zodat men er later nog alle, ook strengere, richtingen mee uit kan. Bovendien klinkt zware kritiek op de geringe transparantie en de beperkte participatie van het maatschappelijk middenveld en zelfs van de volksvertegenwoordigers bij het tot stand komen van het verdrag.

Dat brengt me bij volgende vragen.

Ik ga ervan uit dat België het verdrag inderdaad heeft ondertekend. Onder welk gezag gebeurde dat?

Is men zich ten volle bewust van de impact van de regelgeving en de vaagheid ervan? Kan de minister me waarborgen dat het in de praktijk nu en in de toekomst niets aan de bestaande regelgeving in België en Europa zal veranderen? Is de minister op de hoogte van de academische studie die waarschuwt voor de impact van het verdrag, vooral inzake schending van de grondrechten?

Hoe verliepen de onderhandelingen? Welk mandaat kreeg de Europese Commissie daarbij? Welk standpunt verdedigde België? Hoe kunnen het maatschappelijk middenveld en de parlements beter betrokken worden en meer kansen krijgen bij de totstandkoming van dergelijke verdragen?

Mevrouw Freya Piryns (Groen). – Ook ik heb dezelfde hoe- en watvragen als de heer Anciaux, maar ook een waaromvraag bij de ondertekening van dit omstreden verdrag.

Ik zal niet alles herhalen wat collega Anciaux zei, maar benadruk vooral dat wetenschappelijk onderzoek heeft aangetoond dat het verdrag, in een poging om verouderde bedrijfsmodellen overeind te houden, echt wel de grondrechten dreigt te schenden. De meeste aandacht gaat op dit ogenblik uit naar het feit dat internetproviders eigenlijk een beetje de rol van politieagent krijgen opgedrongen. Ze kunnen nagaan wat hun klanten doen en deze klanten eventueel straffen als ze auteursrechtelijk beschermd werk downloaden. Daarbij wordt nauwelijks rekening gehouden met de rechten van de burger en kan die zich heel moeilijk tegen deze praktijken verzetten.

Voor die punten is er al veel aandacht geweest, maar ACTA heeft nog andere implicaties die minder onder de aandacht komen. Het wordt bijvoorbeeld problematisch om in ontwikkelingslanden nog goedkope medicijnen te verstrekken. Verder denk ik ook aan het onderdeel over octrooien op zaden, pootgoed en gewassen, en dieren.

Dat dreigt zeer ernstige gevolgen te hebben voor de landbouwsector, in de hele wereld, maar zeker ook in Europa en ons land. Een landbouw die op het vlak van zaden zelfvoorzienend is, wordt in een klap illegaal verklaard. Een zeer verregaand gevolg dus van ACTA.

Het verdrag is slecht voor de innovatie, slecht voor onze concurrentiepositie en slecht voor de informatievrijheid en de privacy van burgers.

Daarom zou ik zeer graag weten welke positie België exact heeft ingenomen tijdens de onderhandelingen? Welke

implications de la signature du traité ACAC ? Selon moi, elles sont énormes.

M. le président. – Avant de donner la parole au ministre, je souhaiterais vous faire part d'une lettre qui m'a été adressée par M. du Bus de Warnaffe nous demandant de travailler avec la commission des Relations extérieures sur le traité ACAC. La commission des Relations extérieures voit cela d'un bon œil, mais nous devons encore décider des modalités concrètes de collaboration. Nous envisageons notamment une audition du commissaire européen De Gucht au cours de laquelle celui-ci pourrait donner des explications complémentaires. Nous souhaiterions programmer cette réunion en avril ou en mai.

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – *Ce n'est pas la première fois que je réponds à des questions sur l'ACAC. Le sujet est encore assez vivace au parlement. J'ai dit tout à l'heure que j'allais enfin lire entièrement ce traité. Très peu de gens l'ont lu en profondeur. J'ai demandé au SPF Économie quelle était la position officielle de la Belgique. J'attends de la connaître pour en parler.*

La Belgique a, comme les autres États membres, signé le traité ACAC le 26 janvier 2012. La signature d'un traité n'est qu'une première étape avant la ratification. Les États membres et l'Union européenne doivent encore le ratifier car il s'agit d'un traité mixte relevant tant de la compétence de l'Union européenne que des États membres.

Le Parlement européen doit se prononcer dans les prochains mois sur le traité ACAC mais, en raison d'une question posée à la Cour européenne, l'affaire est reportée d'un an à un an et demi. Les procédures nationales de ratification n'interviendront qu'après l'approbation par le Parlement européen. Un arrêté d'avis pourra ensuite être pris afin de le ratifier. Les chances d'y parvenir sous cette législature sont assez faibles étant donné le retard dû à la question posée à la Cour européenne.

Mes services m'ont toujours dit que l'ACAC n'allait pas au-delà de l'acquis communautaire de l'Union européenne.

Il se pose une question importante dans ce dossier pour laquelle j'ai demandé des éclaircissements. Il y a, d'une part, les règles européennes et, d'autre part, le traité. Le traité est vague alors que nos règles européennes sont claires et précises. Un traité vague peut-il s'écarter de ces règles et, dans ce cas, a-t-il la primauté ? La réponse de l'Union européenne est négative. En cela, c'est une bonne chose que l'ACAC soit vague. Si l'ACAC avait la primauté sur les règles européennes, le manque de précision aurait posé problème. C'est pourquoi ma demande de clarification est essentielle.

Les problèmes de contrefaçon sont réglés au sein de l'Union européenne mais ce n'est pas souvent le cas en dehors de l'Union. Les entreprises belges qui exportent sont dès lors parfois confrontées à la contrefaçon. Voici quelques années, une personne m'a dit avoir reçu dans la boîte la version chinoise de sa propre brochure. Ce n'est évidemment pas agréable. Comme il existe une réglementation au sein de l'Union européenne mais rarement en dehors de l'Union, la position de la Belgique était que nous pouvions adhérer à l'ACAC pour autant que le traité n'aille pas au-delà de l'acquis communautaire. De cette manière, nous soutenons le

implicaties heeft de ondertekening van het ACTA-verdrag volgens de minister? Volgens mij zijn die gigantisch.

De voorzitter. – Voor ik de minister het woord geef, wil ik erop wijzen dat ik van de heer du Bus de Warnaffe een brief heb ontvangen met de vraag om samen met de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen rond de problematiek van het ACTA-verdrag te werken. De commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen ziet dat wel zitten, we moeten daarover nog wel concrete afspraken maken. We denken bijvoorbeeld aan een hoorzitting waarop eurocommissaris De Gucht bijkomende toelichtingen kan geven. We zouden die vergadering in april of mei plannen.

De heer Johan Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee. – Het is niet de eerste keer dat ik over ACTA vragen beantwoord. Het onderwerp leeft nogal sterk in het parlement. Ik heb daarnet al gezegd dat ik dat verdrag nu eindelijk eens helemaal ga lezen. Heel weinig mensen hebben het verdrag grondig gelezen. We gaan allemaal voort op rapporten over het verdrag en iedere vraag herhaalt hetzelfde. Ik heb de FOD Economie om het officiële Belgische standpunt gevraagd en zal dat ook volledig lezen, om daarna aan te geven wat ik er al mee heb gedaan.

België ondertekende, net als de andere EU-lidstaten, het ACTA op 26 januari 2012. De ondertekening van een verdrag is maar een eerste stap. Daarna moet het nog worden geratificeerd. Zowel de lidstaten als de EU moeten het verdrag nog bekrachtigen, want het is een gemengd verdrag waarbij zowel de EU als de lidstaten bevoegdheden hebben.

Het Europees Parlement moet in de komende maanden over ACTA stemmen, maar er is een vraag gesteld aan het Europees Hof waardoor de zaak een jaar tot anderhalf jaar is uitgesteld. Na de goedkeuring door het Europees Parlement moeten nationale ratificatieprocedures worden opgestart. Nadien kan men een raadsbesluit nemen om het te ratificeren. De kans dat we dat allemaal nog deze legislatuur rond krijgen is niet zeer groot, gezien de vertraging door de vraag aan het Europees Hof.

Mijn diensten hebben me altijd gezegd dat ACTA niet verder gaat dan het acquis communautaire van de Europese Unie.

Voor ik verder lees, wil ik even het volgende kwijt. Er is één belangrijk debat in deze zaak en ik heb ook gevraagd dat verder uit te klaren. Je hebt de Europese regels en je hebt het verdrag. Het verdrag is vaag, onze Europese regels zijn klaar en duidelijk. Kan een vaag verdrag van die regels afwijken en heeft dat dan voorrang? Volgens de Europese Unie niet. In die zin is het goed dat ACTA vaag is. Was ACTA wel een dominant instrument boven de Europese regels, dan was vaagheid wel een probleem. Daarom is mijn vraag om uitklaring dan ook essentieel.

Problemen met namaak zijn binnen de Europese Unie geregeld, maar erbuiten vaak niet. Belgische bedrijven die exporteren, worden dan ook soms met namaak geconfronteerd. Enkele jaren geleden hoorde ik het verhaal van iemand die de Chinese versie van zijn eigen brochure met producten in de bus kreeg. Dat is natuurlijk niet zo aangenaam. Binnen Europa is dat geregeld, erbuiten vaak niet. Daarom was het Belgische standpunt dat we met ACTA konden instemmen, zolang het verdrag niet verder ging dan

cadre international de lutte contre la contrefaçon, mais sans porter atteinte à l'acquis communautaire qui, nous le supposons, est équilibré. Les opposants à l'ACAC n'ont pas vraiment protesté contre l'acquis communautaire, ces trois ou quatre dernières années.

La position belge a été définie en concertation avec les administrations compétentes, le SPF Économie, le SPF Justice, le SPF Finances et le SPF Affaires étrangères. La Commission a reçu pour mandat de négociation, le maintien des règles européennes existantes.

Et, selon l'administration, elle a réussi. L'ACAC ne change rien à notre corpus législatif. Le cadre de référence législatif européen comprend la directive relative au respect des droits de propriété intellectuelle (2004/48) ; la directive relative au droit d'auteur dans la société de l'information (2001/29) ; la directive relative au commerce électronique (2000/31) ; les directives relatives à la protection des données (95/46 et 2002/58) ; le programme de réforme des télécommunications de 2009, y compris le cadre réglementaire des communications électroniques.

Le chapitre pénal ne relève pas du mandat de négociation de la Commission européenne. Ce chapitre a été traité par la présidence tournante de l'Union européenne, au nom des États membres de l'Union européenne.

L'ACAC n'allant pas au-delà de l'acquis communautaire, il ne sera normalement pas nécessaire d'adapter la législation belge lors de la ratification de l'ACAC.

Je comprends que l'on puisse craindre que l'ACAC ait un effet négatif sur la liberté d'information et la vie privée des citoyens. La protection des droits de propriété intellectuelle sur Internet et de la liberté du trafic Internet sont des objectifs importants et légitimes. Encore une fois, nous sommes convaincus que ceux-ci ne sont enfreints d'aucune manière. Le législateur européen a recherché un équilibre pour prévenir d'éventuels abus en ce qui concerne le respect des droits de propriété intellectuelle. Je renvoie ici notamment à la directive européenne 2000/31 relative au « commerce électronique » qui contient une interdiction, pour les fournisseurs d'accès qui interviennent en tant qu'intermédiaire, d'imposer une obligation de surveillance de nature générale. On a toujours essayé de contrôler strictement la surveillance sur Internet. Cela vaut également pour la directive relative au respect des droits de propriété intellectuelle et la directive relative au droit d'auteur et aux droits voisins et d'autres du même ordre. L'obligation de garantir un bon équilibre entre les différents droits fondamentaux, le droit à la protection de la propriété intellectuelle et le droit au respect de la vie privée, le droit à la liberté d'expression, le droit à l'information et le droit à la liberté d'entreprise pour les fournisseurs d'accès à Internet.

Tous ces éléments ont encore été confirmés récemment par l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 24 novembre 2011 dans l'affaire Scarlet contre SABAM.

En outre, on ne touche pas au secret des télécommunications, entériné par l'article 124 de la loi sur les télécommunications. L'objectif ne peut en aucun cas consister à imposer, par le biais de l'ACAC, un rôle d'agent de police aux fournisseurs d'accès. On prétend souvent que c'est le cas, mais nous ne percevons aucune indication en ce sens. Selon

het acquis communautaire. Op die manier steunen we het internationaal kader voor een betere bestrijding van namaak, maar zonder het acquis communautaire, waarvan we mogen veronderstellen dat het evenwichtig is, aan te tasten. Tegen dat acquis is de afgelopen drie of vier jaar ook geen protest meer geweest. De mensen die tegen ACTA ageren zijn de afgelopen jaren niet echt tegen het acquis communautaire in het verweer gekomen.

De Belgische positie werd bepaald in overleg met de bevoegde administraties, de FOD Economie, de FOD Justitie, de FOD Financiën en de FOD Buitenlandse Zaken. De Commissie kreeg dus als onderhandelingsmandaat mee: behoud de bestaande Europese regels.

En volgens de administratie is dat ook gelukt. ACTA wijzigt niets aan ons wetgevend corpus. Het Europees wetgevend referentiekader omvat de richtlijn betreffende de handhaving van de intellectuele eigendomsrechten (2004/48); de richtlijn betreffende het auteursrecht in de informatiemaatschappij (2001/29); de richtlijn inzake elektronische handel (2000/31); de richtlijnen betreffende de bescherming van gegevens (95/46 en 2002/58); het hervormingspakket van de telecommunicatie van 2009, met inbegrip van het reglementaire kader van de elektronische communicatie.

Het strafrechtelijke hoofdstuk viel buiten het onderhandelingsmandaat van de Europese Commissie. Over dat hoofdstuk werd, namens de EU-lidstaten, onderhandeld door het roterend voorzitterschap van de EU.

Aangezien ACTA niet verder gaat dan het acquis communautaire, zijn er bij ratificatie van ACTA normaal gezien ook geen aanpassingen aan de Belgische wetgeving nodig.

Ik ben me zeer bewust van de bezorgdheid dat ACTA een negatief effect zou hebben op de informatievrijheid en de privacy van de burgers. De bescherming van intellectuele-eigendomsrechten op het internet en de bescherming van de vrijheid van internetverkeer zijn belangrijke en legitieme doelstellingen. Nogmaals, we gaan ervan uit dat dat op geen enkele manier wordt aangetast. De Europese wetgever heeft een evenwicht gezocht om eventuele misbruiken bij de handhaving van intellectuele rechten te voorkomen. Ik kan hier onder meer verwijzen naar de Europese richtlijn 2000/31 inzake 'elektronische handel', die een verbod bevat om dienstverleners die als tussenpersoon optreden, een toezichtverplichting van algemene aard op te leggen. Men heeft altijd geprobeerd het toezicht op het internet strikt te controleren. Dat geldt ook voor de richtlijn betreffende handhaving van intellectuele-eigendomsrechten en de richtlijn betreffende het auteursrecht en de naburige rechten en dergelijke meer. Ook in deze richtlijnen is de verplichting opgenomen om een rechtvaardig evenwicht te waarborgen tussen de verschillende grondrechten, het recht op de bescherming van het intellectueel-eigendomsrecht en het recht op privacy, het recht op vrijheid van mengingsuiting, het recht op informatie en het recht op vrijheid van ondernemen voor de internetproviders.

Al deze elementen werden onlangs nog bevestigd in het arrest van het Hof van Justitie van de Europese Unie van 24 november 2011 in de zaak Scarlet versus SABAM.

Bovendien wordt niet getornd aan het

l'article 15 de la directive relative au commerce électronique, les États membres ne peuvent imposer d'obligation générale de surveillance aux fournisseurs d'accès.

Les débats tenus au sein du Conseil de la Propriété intellectuelle ne sont pas liés à l'exécution de l'ACAC.

On prétend que les négociations ont été secrètes et qu'aucun contact n'a été pris. La Commission européenne a pourtant organisé quatre conférences des parties prenantes, en 2008, 2009, 2010 et 2011. Elle a aussi organisé diverses réunions avec les ONG au cours des négociations concernant la progression de celles-ci et les textes, lesquels ont également été publiés sur le site web. Il est donc fort exagéré de parler de manque de transparence. Le texte du projet a déjà été publié en avril 2010.

Concernant les brevets concernant les semences, les plants et les végétaux, les animaux et les médicaments, je tiens à souligner que les dispositions de l'ACAC ne concernent que la défense des droits de propriété intellectuelle, et non les restrictions commerciales. Par contre, l'ACAC ne définit nulle part le contenu de ces droits. En d'autres termes, l'ACAC n'influence nullement la définition des droits ni celle des exceptions à ceux-ci. Les semences utilisées dans le cadre de l'exception légale au droit d'obtention végétale dans le cadre du privilège de l'agriculteur peuvent toujours l'être aux mêmes conditions. L'ACAC reconnaît formellement les principes contenus dans la Déclaration de Doha concernant l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, adoptée le 14 novembre 2011 par la Conférence ministérielle de l'OMC. Pour les médicaments et plus précisément les médicaments génériques, l'ACAC ne changera rien à la situation actuelle. Les brevets ont en effet été extraits du champ d'application du chapitre douanier, précisément pour tenir compte de la problématique de la distribution de médicaments bon marché dans les pays en développement.

J'en ai terminé avec les informations émanant des services juridiques. Nous constatons toutefois que ce dossier soulève de nombreuses discussions. J'ai dès lors, le 14 février déjà, demandé une nouvelle étude approfondie au SPF Économie. Je souhaite obtenir un aperçu de toutes les réactions, observations et critiques, ainsi que le texte des articles, les réactions et les commentaires à leur sujet, de façon à savoir exactement ce qu'il en est et à pouvoir débattre sur la base du traité et de l'interprétation des textes, et non à partir de toutes sortes d'affirmations. Il est essentiel à mes yeux que l'on ne touche pas aux dispositions définies dans les directives européennes. On y trouve une grande partie de la liberté de l'internet, trop même, selon certains, ce qui risque de poser de grosses difficultés. Le parlement estime que l'internet doit être libre, mais en même temps, nous recevons tous les trois mois une proposition visant à en contrôler un élément précis ; cela va de la pédopornographie à l'image des femmes dans la publicité. Je dois donc répondre chaque fois que cela ne va pas. Un fournisseur d'accès n'est pas responsable en la matière. Cet aspect important de la réglementation européenne doit être protégé. Fin avril, la note de mes services sera terminée et nous pourrions vraiment débattre du fond du dossier. La Cour européenne complétera de toute façon le dossier par une analyse juridique supplémentaire.

telecommunicatiegeheim dat door artikel 124 van de telecommunicatiewet wordt bekrachtigd. Het mag geenszins de bedoeling zijn dat de internetproviders door ACTA in een rol van politieagent worden gedwongen. Er wordt vaak beweerd dat dat het geval is, maar we zien daarvoor geen indicaties. Artikel 15 van de richtlijn inzake elektronische handel bepaalt dat lidstaten geen algemene toezichtverplichting kunnen opleggen aan internetproviders.

De debatten in de Raad voor de Intellectuele Eigendom staan los van de implementatie van ACTA.

Er wordt gezegd dat de onderhandelingen in het geheim zijn verlopen en dat geen contact werd genomen. De Europese Commissie heeft echter vier stakeholderconferenties gehouden in 2008, 2009, 2010 en 2011. Ook tijdens de onderhandelingsrondes had de Europese Commissie verscheidene vergaderingen met ngo's over de stand van de onderhandelingen en over de teksten. De teksten hebben ook op de website gestaan. Het gebrek aan transparantie wordt dus sterk overdreven. De ontwerptekst werd al in april 2010 vrijgegeven.

In verband met de octrooien op zaden, pootgoed en gewassen, dieren en geneesmiddelen wil ik erop wijzen dat ACTA enkel regels bevat voor de handhaving van intellectuele eigendomsrechten. Dat is niet hetzelfde als handelsbeperkingen. ACTA definieert daarentegen nergens de inhoud van deze rechten. Met andere woorden, ACTA heeft geen invloed op de definitie van de rechten, en op de definitie van de uitzonderingen op deze rechten. Daardoor kunnen de zaden die worden gebruikt onder de wettelijke uitzondering op het kwekersrecht van het landbouwersvoorrecht, nog steeds onder dezelfde voorwaarden worden gebruikt. ACTA erkent uitdrukkelijk de beginselen die zijn vervat in de Verklaring van Doha inzake de TRIPs-Overeenkomst en de volksgezondheid die op 14 november 2001 door de Ministeriële Conferentie van de WTO zijn goedgekeurd. Voor geneesmiddelen, en meer bepaald de generieke geneesmiddelen, zal ACTA niets aan de huidige situatie veranderen. De octrooien werden immers uit het toepassingsgebied van het douanehoofdstuk gehaald, net om rekening te houden met de problematiek van het verstrekken van goedkope medicijnen in ontwikkelingslanden.

Tot zover de informatie van de juridische diensten. We stellen echter vast dat er heel veel discussie is. Al op 14 februari heb ik de FOD Economie dan ook om een nieuw en diepgaand onderzoek gevraagd. Ik wil een overzicht van alle reacties, alle opmerkingen en kritieken, samen met de tekst van de artikelen en de reactie en commentaren erop, zodat we duidelijk weten wat waar staat en we kunnen discussiëren op basis van het verdrag en de interpretatie van de teksten en niet op basis van allerlei beweringen. Voor mij is essentieel dat niet wordt geraakt aan wat in Europese richtlijnen is vastgelegd. Daar zit een groot stuk internetvrijheid in. Volgens sommigen zelfs te veel internetvrijheid, zodat we daarmee grote moeilijkheden kunnen krijgen. Het parlement vindt dat het internet vrij moet zijn, maar tegelijkertijd krijgen we elke drie maanden een voorstel om een bepaald punt ervan te controleren, van kinderporno tot het beeld van vrouwen in reclames. Ik moet dan telkens antwoorden dat dat niet gaat. Een internetprovider is daarvoor niet verantwoordelijk. Die belangrijke verwezenlijking van de Europese regelgeving

M. le président. – *Il est donc préférable d'attendre que la note soit prête – c'est-à-dire fin avril – pour organiser nos auditions.*

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je remercie le ministre pour sa réponse détaillée. L'essentiel est effectivement d'être certains que le dossier sera suivi de près et que nous ne serons pas surpris par un traité international. Je sais que si le ministre demande une étude approfondie, il la recevra. C'est l'essentiel à mes yeux et nous vérifierons sur la base de ce rapport si le parlement doit encore faire quelque chose. Le ministre prend l'affaire au sérieux ; je suis rassuré sur ce point.*

Mme Freya Piryns (Groen). – *À mon tour, je remercie le ministre pour sa réponse complète et sincère et salue son initiative visant à tirer au clair ce que l'ACAC contient au juste. J'avoue franchement n'avoir pas lu l'intégralité du traité, et me base sur ce que nous entendons. Je trouve cependant bizarre que le ministre – ce n'est pas un reproche personnel à son adresse – et ses services admettent que nous ne sachions toujours pas ce qui y figure.*

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – *Mes services disent qu'ils le savent et ont lu le traité, mais je leur ai demandé un nouvel examen.*

Mme Freya Piryns (Groen). – *Tout cela reste bizarre. Le traité a été signé, mais le gouvernement fédéral n'en connaît pas encore l'impact. Avec un peu de recul, on ne peut que s'étonner. Je sais comment ces choses se passent, mais remercie le ministre de vouloir creuser le dossier. Mes remerciements vont aussi au président. Approfondir la question avec la commission des Relations extérieures est une bonne idée.*

Demande d'explications de M. Bert Anciaux au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «la réglementation relative aux sondages d'opinion» (n° 5-1868)

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Il ne se passe pas une semaine sans que les médias ne nous proposent les résultats de l'un ou l'autre sondage d'opinion. C'est intéressant pour les quotidiens car la publication d'un sondage dope les ventes. Toutefois, un problème fondamental se pose. Ces sondages ne sont pas toujours menés de façon adéquate d'un point de vue méthodologique et scientifique. En outre, leurs résultats sont souvent, consciemment ou non, mal interprétés. On tait certaines informations ou bien l'on se concentre sur quelques éléments auxquels on attribue ensuite une importance disproportionnée. On fait rarement mention de la taille de*

moet beschermd blijven. Eind april zal de nota van mijn diensten klaar zijn en kunnen we echt een debat over de grond van de zaak voeren. Het Europees Hof zal het dossier sowieso nog aanvullen met een extra juridische analyse.

De voorzitter. – Met het organiseren van onze hoorzittingen wachten we dan ook het best tot de nota klaar is, dat is niet vroeger dan eind april.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Ik dank de minister voor zijn uitgebreide antwoord. Het belangrijkste is inderdaad dat we zeker kunnen zijn dat iemand alles goed in het oog houdt en dat we niet verrast worden door een internationaal verdrag. Ik ken de minister goed genoeg om te weten dat als hij een grondig onderzoek vraagt, hij dat ook krijgt. Voor mij is dat het belangrijkste en we zullen op basis van dat rapport dan kijken of het parlement nog iets moet doen. Ik ben op dit moment echter wel gerust dat de minister de zaken ernstig bekijkt.

Mevrouw Freya Piryns (Groen). – Ook ik dank de minister voor zijn uitgebreide en zeer eerlijke antwoord. Het is goed dat hij het voortouw neemt om beter uit te zoeken wat er precies wel en niet in ACTA staat. Ik geef meteen eerlijk toe dat ik het verdrag zelf ook niet helemaal heb gelezen. Ik baseer me inderdaad op wat we horen. Wel vind ik het bizar dat de minister – en dat is geen persoonlijk verwijt aan zijn adres – samen met de diensten toegeeft dat we eigenlijk nog altijd niet exact weten wat erin staat.

De heer Johan Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee. – Mijn diensten zeggen dat zij het wel weten en zij hebben het verdrag ook gelezen, maar ik heb ze gevraagd het helemaal opnieuw te onderzoeken.

Mevrouw Freya Piryns (Groen). – Het blijft in elk geval een zeer bizarre gang van zaken. Het verdrag is wel ondertekend, maar de federale regering kent de volledige impact ervan nog altijd niet. Als je een beetje afstand neemt, dan kun je dat alleen maar vreemd vinden. Ik weet ook wel hoe dat gaat met dat soort zaken, maar ik dank de minister dat hij er verder aan zal werken. Ik dank ook de voorzitter. Het is zeker een goed idee om samen met de commissie van Buitenlandse Betrekkingen op dit punt uitgebreider in te gaan.

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de regelgeving met betrekking tot opiniepeilingen» (nr. 5-1868)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Er gaat geen week voorbij of de media confronteren ons met de resultaten van een of andere opiniepeiling. Voor dagbladen is dat interessant want de publicatie van een opiniepeiling krijkt de verkoopcijfers op. Er is echter een wezenlijk probleem. De peilingen worden niet altijd op een wetenschappelijk en methodologisch verantwoorde manier uitgevoerd. Bovendien worden de resultaten ervan vaak, al dan niet bewust, fout geïnterpreteerd. Men houdt informatie achter of men focust op enkele items, om ze vervolgens buiten proportie te vergroten. Zelden vermeldt men daarbij de grootte van de steekproef, de

l'échantillon, du client ou de la méthodologie utilisée.

Ces sondages ne sont pas innocents et, selon différentes études scientifiques, ils influencent bien l'opinion publique. Pour le bon fonctionnement d'une démocratie, la fiabilité et l'utilisation adéquate des sondages sont cruciales.

Le législateur belge s'y est déjà intéressé. La loi du 18 juillet 1985, modifiée le 21 juin 1991, soumet la publication des sondages d'opinion à des règles strictes. La loi visait à réduire le risque d'analyses tronquées permettant de tromper l'opinion publique. Il était prévu qu'une commission spéciale veille à la bonne application de cette loi. Cependant la loi n'a jamais été appliquée et elle a même été abrogée en 2005 sous couvert de simplification administrative. Il y aurait bien autorégulation de la part du secteur. Febelmar, la Fédération belge des bureaux d'étude de marché, était assez curieusement opposée à la suppression de la loi, en dépit des critiques de fonds qu'elle avait à propos de cette dernière.

Huit ans après l'abrogation de la loi, force est de constater qu'il n'y a pas ou très peu d'autorégulation. On y va et plus c'est spectaculaire, mieux c'est !

Le ministre reconnaît-il qu'il y a souvent quelque chose qui cloche avec les sondages et avec la manière dont les médias les publient ? Reconnaît-il leur influence sur l'opinion publique ? Reconnaît-il aussi que les sondages doivent être fiables et menés de manière responsable ?

Le ministre estime-t-il que la réalisation et la publication de sondages sont suffisamment réglementées ? Quels sont la réglementation et les cadres existants ? Le secteur a-t-il un code de déontologie et une réglementation ? Que comportent-ils ? Y trouve-t-on des dispositions imposant des critères de qualité et des modes d'information ? Qui en contrôle le respect ? Dans quelle mesure est-ce contraignant ?

Le ministre estime-t-il que les autorités doivent prendre d'autres mesures ? Que pense le ministre d'une remise en vigueur de la loi de 1985 et de l'installation d'une commission de contrôle ?

Je comprends que l'on puisse me répondre que je pose cette question parce que les sondages me sont politiquement défavorables mais ce n'est pas cela qui m'anime. Je me demande simplement si la réglementation offre suffisamment de garanties parce que je ne suis pas friand de sondages qui ne sont que du show.

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – *J'ai l'impression de remonter le temps. J'étais chef de cabinet de Louis Tobback lorsque les sondages d'opinion sont devenus le centre d'intérêt.*

La loi du 18 juillet 1985 a été modifiée le 21 juin 1991 et il est depuis lors interdit de publier les résultats de sondages politiques au cours des trente jours précédant les élections. Cette interdiction n'a pas été respectée et il s'est avéré impossible de sévir.

Quant à l'autorégulation, l'ESOMAR, European Society for Opinion and Marketing Research, a élaboré un code de

opdrachtgever of de gebruikte methodologie.

Die peilingen zijn niet onschuldig en beïnvloeden volgens verschillende wetenschappelijk studies wel degelijk de publieke opinie. Voor de goede werking van een democratie is de betrouwbaarheid van peilingen en de verantwoorde aanwending ervan cruciaal.

De Belgische wetgever besteedde hier al eerder aandacht aan. De wet van 18 juli 1985, gewijzigd op 21 juni 1991, onderwerpt de bekendmaking van opiniepeilingen aan strikte regels. De wet beoogde restricties bij wat genoemd werd verminkte analyses die dreigden de publieke opinie te misleiden. Een speciaal op te richten Commissie voor de Opiniepeilingen zou toezien op de naleving van de wet. De wet is echter nooit uitgevoerd en onder het mom van administratieve vereenvoudiging werd ze in 2005 zelf helemaal opgeheven. De sector zou zichzelf wel reguleren. Vreemd genoeg was Febelmar, de Belgische Federatie van Marktonderzoeksbureaus, ondanks haar inhoudelijke kritiek op de wet, tegen de opheffing ervan.

Acht jaar na de opheffing van de wet is van zelfregulering klaarblijkelijk weinig tot geen sprake. Men doet maar, hoe spectaculairder hoe liever.

Beaamt de minister dat er vaak iets schort aan de peilingen of aan de manier waarop ze in de media openbaar worden gemaakt? Erkent hij de invloed van die peilingen op de publieke opinie? Gaat hij ermee akkoord dat met peilingen op een betrouwbare en verantwoordelijke manier moet worden omgegaan?

Is de minister van mening dat het uitvoeren en publiceren van opiniepeilingen voldoende gereguleerd en omkaderd is? Welke regelgeving en kaders bestaan er? Heeft de sector een eigen gedragscode en reglementering opgesteld? Wat houden die in? Bestaan er bepalingen over minimale kwaliteitsvereisten en over de wijze van informatieverstrekking? Wie controleert de naleving ervan? In welke mate is ze afdwingbaar?

Is de minister van mening dat de overheid alsnog maatregelen moet nemen? Hoe staat de minister tegenover het idee om de wet van 1985 te herstellen en een toezichtcommissie te installeren?

Ik besef dat het antwoord kan zijn dat ik deze vraag stel omdat sommige peilingen me politiek ongunstig zijn, maar daar gaat het mij niet om. Ik vraag me alleen af of de regelgeving voldoende waarborgen biedt omdat ik niet gesteld ben op peilingen die alleen maar show zijn.

De heer Johan Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee. – Ik heb een flashbackgevoel. Ik was kabinetschef van Louis Tobback toen het thema opiniepeilingen volop in de belangstelling stond.

De wet van 18 juli 1985 werd gewijzigd op 21 juni 1991 met als gevolg dat het verboden was dertig dagen voor de verkiezingen resultaten van politieke opiniepeilingen te publiceren. Dat verbod werd niet gerespecteerd en men kon er niet tegen optreden.

Wat de zelfregulering betreft, heeft ESOMAR, de European Society for Opinion and Marketing Research, een

conduite sur les sondages d'opinion, ainsi qu'un Guide to Opinion Polls and Published Surveys. Ce code a été adopté par la Febelmar et doit être respecté dans notre pays.

J'estime que, dans notre pays, les sondages sur les intentions de vote ne sont pas nécessairement une mauvaise chose, même s'ils ne reflètent jamais la réalité. Cela s'explique par l'impossibilité de toucher un public représentatif. En Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, ces prévisions sont presque exactes car les sondages d'opinion sont réalisés auprès du public qui désire réellement aller voter.

Le vote est obligatoire dans notre pays. Ce n'est pas le cas en Grande-Bretagne ni aux Pays-Bas, où une personne qui se déclare sans opinion s'abstient donc réellement de se rendre au bureau de vote. Dans notre pays, l'obligation de vote fausse les résultats des sondages. Vous pouvez sans doute le comprendre mais, quand j'explique cela à la télévision, on pense peut-être que j'ai bu.

Cette explication est pourtant correcte. L'exigence fondamentale d'un sondage d'opinion est en effet que le groupe des personnes interrogées soit représentatif. La représentativité n'est pas tant liée au nombre qu'à la composition. Si les personnes interrogées ne sont pas bien choisies, le résultat de 5 000 opinions peut-être moins fiable que celui de 1 000 personnes bien sélectionnées.

Quant à savoir s'il faut mieux régler les sondages d'opinion, ma conclusion est non seulement qu'ils ont un petit côté folklorique mais surtout qu'ils ne sont pas exacts, que nous n'y attachons aucune importance lorsqu'ils ne nous sont pas favorables et y voyons un signal clair lorsqu'ils sont positifs.

Et si les sondages nous sont très favorables, il vaut mieux ne pas s'en enorgueillir car le résultat électoral peut être moins élevé.

Laissons les choses en l'état car une modification de la réglementation n'apporterait aucune amélioration.

De plus, en statistique comme en droit, l'important est de parvenir à prouver que l'on a raison sans nécessairement avoir raison.

D'où ma grande réticence à régler. Avouez que ma réponse a au moins le mérite d'être honnête.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Le ministre ne sera pas étonné que la réponse ne me surprenne pas ! Donc laissons aller les choses !*

gedragscode opgesteld inzake opiniepeilingen met een Guide to Opinion Polls and Published Surveys. Die code is in ons land door Febelmar overgenomen en moet worden gerespecteerd.

Ik ben van oordeel dat in ons land opiniepeilingen over kiesresultaten op zich niet noodzakelijk slecht zijn, ook al zijn ze nooit juist. De reden is dat we onmogelijk een representatief publiek kunnen bereiken. Voorspellingen in Groot-Brittannië en Nederland daarentegen zijn nagenoeg juist omdat ze opiniemetingen doen bij het publiek dat effectief naar de stembus wil.

In ons land is er kiesplicht. In Groot-Brittannië en Nederland niet. Daar gaat iemand die zegt geen mening te hebben, ook effectief niet stemmen. Een opiniepeiling in ons land geeft dus als gevolg van de kiesplicht een vertekend resultaat. Dus zeg ik nogmaals: de peilingen zijn misschien niet slecht, maar alleszins nooit juist. Als ik dat uitleg in de senaatscommissie, kan ik misschien nog op begrip rekenen, als ik dat op televisie kom vertellen, denkt men misschien dat ik dronken ben.

Nochtans is de verklaring correct. De basisvereiste van een opiniepeiling is immers dat de groep ondervraagden representatief is. Dat heeft niet zozeer te maken met een aantal, maar vooral met de samenstelling. Als de groep ondervraagden niet zorgvuldig gekozen is, kan het resultaat van 5000 opinies onbetrouwbaarder zijn dan dat van 1000 goed gekozen ondervraagden.

Op de vraag of opiniepeilingen beter moeten worden gereguleerd, is mijn conclusie dat ze niet alleen een folkloristisch tintje hebben maar ten eerste niet juist zijn en ten tweede dat we er geen belang aan hechten als ze slecht zijn en ze een duidelijk signaal vinden als ze goed zijn.

En als de peilingen heel gunstig zijn, kan men er beter niet mee pronken. Denk maar aan Guy Verhofstadt die ooit fantastisch uit de peilingen kwam, maar bij de verkiezingen toch 10 tot 15% minder stemmen behaalde dan voorspeld.

Laat maar lopen, zou ik dus zeggen, omdat een andere regelgeving geen verbetering zal opleveren.

Overigens een wetenschapper of een instituut meedelen niet goed te hebben gewerkt is te vergelijken met wat gebeurt bij juristen. Als de ene jurist gelijk heeft, is dat niet goed voor de andere. Ik heb ooit les gegeven in statistiek. Daarna ben ik jurist geworden. Ik ken dus beide beroepen. Het gaat telkens om de manier om zijn gelijk te bewijzen, zonder noodzakelijkerwijze gelijk te hebben.

Vandaar mijn grote terughoudendheid om regelgevend op te treden. Geef toe dat dit op zijn minst een eerlijk antwoord is.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – De minister zal niet verwonderd zijn dat het antwoord me niet verbaast! Dus laat maar lopen.

Demande d'explications de Mme Helga Stevens au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «le contrôle de trajet sur l'autoroute E17 à Gentbrugge» (n° 5-1945)

Mme Helga Stevens (N-VA). – *Le système de contrôle de trajet installé en juillet 2009 sur l'E17, plus précisément au viaduc de Gentbrugge, a déjà défrayé la chronique. Deux ans et demi plus tard, ce système n'est toujours pas opérationnel, en tout cas pas officiellement. On n'a pas encore flashé le moindre excès de vitesse. Bien sûr, les conducteurs trop rapides sont détectés par les radars automatiques ordinaires situés à divers endroits du viaduc. Ces radars devraient être remplacés par le système de contrôle de trajet, qui vérifie si la vitesse reste voisine de 90 km/h sur l'ensemble du trajet, diminuant ainsi pour les riverains les nuisances sonores dues aux joints.*

Le système est toujours en attente d'homologation par les services du SPF Économie. À la fin de l'année dernière, on a dit que cette homologation devenait de moins en moins probable.

Les échelons fédéral et flamand se sont maintes fois rencontrés pour débloquer ce projet qui a déjà coûté 800 000 euros au contribuable. Monsieur le ministre, vous avez rencontré, le lundi 6 février 2012, la ministre flamande des Travaux publics Hilde Crevits. Il semble que tous les intervenants étaient présents : le service de Métrologie du SPF Économie, l'Agentschap Wegen en Verkeer flamande, l'entrepreneur principal Jacops et le fabricant CSC Nederland.

Cette concertation aurait montré que des points restaient à éclaircir. Nous ne savons pas lesquels, puisqu'ils ne nous ont pas été communiqués. On n'a pas davantage précisé quand le système fonctionnerait.

Nous devons à tout prix éviter que 800 000 euros ne partent en fumée et que tout cela n'ait servi à rien. Je me demande donc quels obstacles concrets s'opposent à l'achèvement du projet. Comment les lèvera-t-on ? Quand le système sera-t-il homologué, pour qu'il puisse officiellement entrer en service et détecter ceux qui roulent trop vite sur le viaduc ?

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – *Lorsque je suis devenu ministre de l'Économie, j'ignorais que cette matière en relève. Petit à petit, j'ai essayé de comprendre le problème.*

Tout d'abord, la Région flamande a attribué un marché public à une entreprise, avec la promesse que le produit serait homologué. On avait prévu que des problèmes pourraient en résulter. Normalement, l'homologation précède l'adjudication. Dans le cas présent, on a procédé autrement parce qu'il s'agissait d'un nouveau produit. Nous pensions pouvoir courir le risque. En tout cas, un retard en découle.

Ensuite, la situation néerlandaise diffère de la nôtre. Les

Vraag om uitleg van mevrouw Helga Stevens aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de trajectcontrole op de E17 in Gentbrugge» (nr. 5-1945)

Mevrouw Helga Stevens (N-VA). – *Er is al veel te doen geweest over het trajectcontrolesysteem dat in juli 2009 op de E17, meer bepaald op het viaduct van Gentbrugge, werd geïnstalleerd. Dat systeem is 2,5 jaar later nog steeds niet operationeel, althans niet officieel. De eerste laagvlieger moet nog steeds worden geflitst. De snelheidsovertreders worden natuurlijk wel geflitst via de gewone flitspalen die op verschillende plaatsen op het viaduct staan opgesteld. Het trajectcontrolesysteem zou die palen moeten vervangen, waardoor de snelheid over het hele traject min of meer constant op ongeveer 90 km per uur blijft, om zo de lawaaihinder van de brugvoegen voor de omwonenden te verminderen.*

Het systeem raakt maar niet gehomologeerd door de diensten van de FOD Economie. Eind vorig jaar ging het gerucht dat de kans op een homologatie alsmaar kleiner wordt.

Het project slokte wel al 800 000 euro belastinggeld op. Teneinde het vlot te trekken, werd al vele malen overleg tussen het federale en het Vlaamse niveau. Op maandag 6 februari 2012 volgde het zoveelste overleg, ditmaal tussen Vlaams minister van Openbare Werken Hilde Crevits en de minister. Alle betrokkenen waren daarbij blijkbaar aanwezig: de dienst Metrologie van de FOD Economie, het Vlaams Agentschap Wegen en Verkeer, hoofdaannemer Jacops en fabrikant CSC Nederland.

Uit dat overleg zou gebleken zijn dat er nog onduidelijkheden blijven bestaan. Het is niet duidelijk om welke problemen het gaat, want over die onduidelijkheden werd niet gecommuniceerd. Ook werd niet gepreciseerd wanneer het systeem effectief in werking zou treden.

We moeten te allen prijze vermijden dat 800 000 euro over de balk wordt gegooid en dat alle moeite voor niets is geweest. Vandaar de vraag: welke hinderpalen staan de afronding van het project concreet in de weg? Hoe zullen die hinderpalen worden aangepakt? Wanneer zal het systeem eindelijk gehomologeerd zijn, zodat het officieel in werking kan treden en snelheidsduivels op dat viaduct kan aanpakken?

De heer Johan Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee. – *Toen ik bevoegd werd voor Economie kon ik me niet inbeelden dat ook deze materie daarbij hoort. Alleszins heb ik gaandeweg geprobeerd het probleem te begrijpen.*

Ten eerste, Vlaanderen heeft een overheidsopdracht toegewezen aan een bedrijf, met de belofte dat het product zou worden gehomologeerd. Dat dit tot problemen kon leiden, werd ingecalculeerd. De normale procedure is een toewijzing na een voorafgaande homologatie. Dat gebeurde in dit geval niet, omdat het om een nieuw product gaat. Dat was een risico, maar we achtten het verantwoord. Alleszins zorgt het voor enige vertraging.

niveaux flamand et fédéral, de même que la firme néerlandaise, ne l'ont pas bien compris.

Le contrôle est largement privatisé aux Pays-Bas. Les pouvoirs publics estiment que les problèmes des appareils ne relèvent pas de leur responsabilité, mais de celle de l'entreprise qui réalise les contrôles. Les conditions, l'homologation et les études sont plutôt limités aux Pays-Bas.

Notre pays considère que les contrôles sont une prérogative de la puissance publique, laquelle assume donc la responsabilité en cas de problème. C'est pourquoi nous prenons davantage de précautions. C'est seulement lors de la réunion du 6 février que cette différence entre les Pays-Bas et la Belgique nous est apparue.

Auparavant, un rapport de l'administration jugeait insuffisant l'appareil de test. La documentation technique était déficiente, il arrivait difficilement à lire les nouvelles plaques belges, certaines constatations du système – comme un excès de vitesse dans un embouteillage – ne correspondaient pas à la réalité. Cela ne veut pas dire que la photo était erronée, mais que sa chronologie était inexacte. On en a avisé le fabricant, qui à mes yeux n'avait pas assez tenu compte de nos desiderata.

J'ai donc demandé à rencontrer le SPF Économie, la Région flamande, la ministre Crevits et le fabricant. J'ai indiqué que cette réunion devait établir clairement si le projet serait poursuivi ou arrêté.

Cette menace a porté ses fruits, puisque nous avons reçu la documentation la veille de cette réunion, et le système de mesure a été perfectionné. En outre, on nous a communiqué le lendemain le code informatique du système.

Durant une phase d'observation d'un mois, on vérifiera les aspects susmentionnés. L'administration a testé la robustesse du système, notamment en retirant la prise et en simulant des anomalies.

Tout s'est bien passé, bien que la firme ait dû intervenir plus d'une fois. Nous lui avons demandé d'assurer le fonctionnement du système durant une semaine sans intervention de sa part.

Comme je le disais, nous avons reçu presque tous les documents. Un organisme externe doit encore rendre un avis final, ce qui ne devrait prendre que quelques semaines.

Autrement dit, nous sommes vraiment dans la dernière ligne droite. Si le résultat du test de l'organisme externe, à savoir le Nederlands Normalisatie-instituut, est positif, nous pouvons passer à l'homologation du modèle.

Nous avons travaillé minutieusement. Je crois que la communication aurait pu être meilleure. Ce n'est que le 6 février que toutes les parties se sont assises à la même table et que le dossier a avancé.

Je participe tous les mardis au Comité de direction du SPF Économie. J'ai demandé pour cet après-midi un état de la situation, qui sera également transmis à CSC et à la Région flamande. Depuis le 6 février, tous les acteurs partagent leurs informations. En cas d'évaluation positive, j'espère boucler le dossier d'ici quelques semaines. Ce serait un soulagement pour la ministre Crevits et pour moi-même.

Ten tweede, de situatie in Nederland verschilt fundamenteel van die in ons land. Dat verschil hebben het Vlaamse en het federale niveau evenals het Nederlandse bedrijf niet goed ingeschat.

In Nederland is de controle in ruime mate geprivatiseerd. De Nederlandse overheid beschouwt problemen met de apparatuur als niet behorend tot haar verantwoordelijkheid en is van oordeel dat het bedrijf dat de controle doet aansprakelijk is. De voorwaarden, de homologatie en de onderzoeken zijn in Nederland dan ook relatief beperkt.

In ons land gaan we ervan uit dat de controle een overheidstaak is. Als er dus iets misloopt, is dat onze verantwoordelijkheid. Daarom eisen we veel meer zekerheid voordat we van start gaan. Op de vergadering van 6 februari zijn we ons pas echt bewust geworden van dat verschil in approach tussen Nederland en België.

Vóór 6 februari heeft de administratie een rapport opgesteld waaruit blijkt dat de testapparatuur niet voldoet. Er was onvoldoende technische documentatie, de nieuwe Belgische nummerplaten konden onvoldoende worden gelezen, bepaalde vaststellingen in het systeem stemden niet overeen met de werkelijkheid, zoals overdreven snelheid tijdens een file. Dat betekent niet dat de foto fout was, maar wel dat de omschakeling van foto naar tijd fout was. De fabrikant, die onze gevoeligheden naar mijn oordeel onvoldoende heeft ingeschat, werd daarvan op de hoogte gebracht.

Daarop heb ik gevraagd een vergadering te beleggen met de FOD Economie, het Vlaams gewest, minister Crevits, de Nederlandse producent en mezelf. Ik heb aangegeven dat op die vergadering duidelijk moest zijn of het project kan worden voortgezet, want dat het anders wordt afgeblazen.

Dat dreigement heeft enigszins geholpen, want de dag voor die vergadering hebben we alle documenten ontvangen en werd het meetsysteem aangepast en volledig afgewerkt. Bovendien heeft men ons daags daarna de computersleutel van het systeem gegeven.

Er loopt een monitoringfase van een maand gedurende welke vermelde aspecten worden geobserveerd. De administratie heeft ter plaatse geprobeerd het systeem in de vernieling te krijgen, onder meer door het uittrekken van de stekker en het simuleren van een onregelmatigheid.

Alles is evenwel goed verlopen. Alleen heeft het bedrijf enkele keren moeten ingrijpen. We hebben het bedrijf gevraagd ervoor te zorgen dat het systeem een hele week zou werken zonder enige ingreep van hun kant.

Zoals gezegd, hebben we nagenoeg alle documenten ontvangen. Nu moet alleen nog een externe instelling er een eindoordeel over vellen, wat slechts enkele weken in beslag zou nemen.

Met andere woorden, we zijn eindelijk in de laatste fase. Als de tests van de externe instelling, meer in het bijzonder het Nederlands Normalisatie-instituut, positief zijn, kunnen we de modelgoedkeuring aanvatten.

We zijn minutieus te werk gegaan. Ik ben van oordeel dat de communicatie beter had kunnen zijn. Pas op 6 februari zaten alle partijen voor het eerst samen aan tafel en werd er ook vooruitgang geboekt.

Mme Helga Stevens (N-VA). – Je remercie le ministre pour la clarté de sa réponse. Je suis heureuse d'apprendre que la réunion du 6 février ouvre des perspectives et que tous les partenaires collaborent désormais. J'espère que le système sera homologué et officiellement mis en service, et continuerai à suivre le dossier.

Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur «les extensions de garantie» (n° 5-1981)

Mme Fabienne Winckel (PS). – Les conseillers des magasins d'électronique et d'électroménager proposent quasi systématiquement à leurs clients des garanties complémentaires payantes lors de l'achat d'un produit.

Certains contrats offrent la possibilité de remplacer un produit défectueux par un produit neuf, d'autres protègent la totalité du produit quand la couverture standard exclut certains composants.

Ces assurances complémentaires coûtent pourtant cher et les prix des extensions de garantie dépendent de l'article.

Cependant, il semble que beaucoup d'acheteurs ignorent que la loi impose des obligations de garantie au vendeur pendant deux ans et comme certaines polices offertes par les distributeurs sont franchement équivoques, beaucoup de consommateurs se laissent tenter par ces extensions de garantie, alors que les pièces dites d'usure, terme flou, sont souvent exclues de celles-ci. De plus, la plupart des magasins ne présentent même pas de document contractuel quand ils proposent une extension de garantie.

Les assurances complémentaires semblent donc surtout profiter aux commerçants et ce mécanisme leur permet de faire peser sur l'acheteur le coût des obligations qu'ils devraient normalement prendre en charge.

La fiabilité de la plupart des appareils électroniques et d'électroménager permettrait ainsi aux commerçants de gagner beaucoup d'argent sur leurs polices – jusqu'à 50% de marge additionnelle sur leurs ventes.

Test Achats n'est pas très favorable à ces produits car il estime qu'ils sèment la confusion entre la garantie légale à laquelle tous les consommateurs ont droit et la garantie commerciale que les commerçants essaient de vendre.

Ces garanties ne devraient-elles pas être interdites en dessous d'un certain montant ? Ne devraient-elles pas être limitées à vingt pour cent du prix du produit acheté ? Des mesures

Elke dinsdag vergader ik met het directiecomité van de FOD Economie. Deze middag heb ik gevraagd me een update te geven. Die zal ook aan CSC en het Vlaams Gewest worden bezorgd. Sinds 6 februari wordt iedereen continu geïnformeerd door alle actoren. Als de evaluatie positief is, hoop ik dus over enkele weken het dossier te kunnen afwerken. Dan zijn minister Crevits en ikzelf af van een van onze zorgenkinderen.

Mevrouw Helga Stevens (N-VA). – Ik dank de minister voor zijn duidelijke antwoord. Het stemt me tevreden te vernemen dat de vergadering van 6 februari zicht biedt op vooruitgang en dat thans een concrete samenwerking werd opgestart tussen alle partners. Ik hoop dat het zal leiden tot de goedkeuring van het systeem, zodat het officieel en effectief in werking kan treden. Ik zal het dossier alleszins blijven opvolgen.

Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over «de verlenging van de garantie» (nr. 5-1981)

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – De adviseurs in winkels voor elektronica en elektrische huishoudapparatuur stellen hun klanten systematisch voor om extra garantie bij te kopen bij de aankoop van een product.

Sommige contracten bieden de mogelijkheid het defecte product te vervangen door een nieuw product, andere geven bescherming voor het volledige product wanneer de standaarddekking bepaalde onderdelen uitsluit.

Die extra verzekeringen zijn nochtans zeer duur en de prijs voor de verlenging van de garantie hangt af van het artikel.

Ik heb echter de indruk dat veel kopers niet weten dat de wet de verkoper verplicht gedurende twee jaar een garantie te geven en aangezien veel polissen die de verdelers aanbieden nogal dubbelzinnig zijn, laten tal van consumenten zich verleiden door die verlenging van de garantie, terwijl de versleten onderdelen, een vaag begrip, daarvan uitgesloten zijn. Bovendien leggen de meeste winkels zelfs geen overeenkomst voor wanneer ze een verlenging van de garantie voorstellen.

De extra garantie lijkt dus vooral de handelaars ten goede te komen en via dit mechanisme schuiven ze de kostprijs van hun eigen verplichtingen af op de koper.

Gelet op de betrouwbaarheid van de meeste elektronische apparaten en elektrische huishoudtoestellen zouden de handelaars dus veel geld verdienen met die polissen, tot 50% extra op hun verkopen.

Test-Aankoop is geen groot voorstander van die producten omdat ze verwarring kunnen zaaien tussen de wettelijke garantie waarop alle consumenten recht hebben en de commerciële garantie die de handelaars proberen te verkopen.

Zouden die garanties niet verboden moeten worden onder een bepaald bedrag? Zouden ze niet moeten worden beperkt tot twintig procent van de prijs van het aangekochte product?

seront-elles prises afin d'améliorer la communication vis-à-vis des clients ?

M. Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. – Conformément aux règles du droit européen et de notre législation belge – plus particulièrement la loi du 1^{er} septembre 2004 relative à la protection des consommateurs –, en cas de vente de biens de consommation, une entreprise peut offrir une garantie dite commerciale ou contractuelle au consommateur qui achète un bien. Aucune disposition légale n'exclut ou n'interdit de faire payer le consommateur pour une extension de la garantie légale.

Cependant le législateur impose une série de conditions lors de l'offre d'une garantie commerciale : d'abord, une indication claire que le consommateur dispose de droits légaux en matière de garantie, lesquels ne sont pas affectés par la garantie commerciale ; ensuite, l'établissement, de façon simple et compréhensible, du contenu de cette garantie commerciale et des éléments essentiels à sa mise en œuvre ; enfin, le vendeur ou le détaillant doit être en mesure de présenter cette garantie commerciale sur papier ou support durable, à la simple demande du consommateur.

Sur la base de ces obligations légales, l'entreprise a le devoir d'expliquer clairement au consommateur en quoi la garantie commerciale qu'elle offre va plus loin que la garantie légale.

Le coût de la garantie complémentaire offerte est parfois disproportionné, ce qui la rend peu utile aux consommateurs. Je les encourage dès lors à être particulièrement vigilants et à bien juger de l'intérêt d'une garantie commerciale payante.

Cela dit, nous sommes dans un cas typique de conflit entre deux considérations : la liberté contractuelle – d'aucuns souhaitent bénéficier d'une garantie complémentaire – et la situation imparfaite de la relation entre le consommateur et le vendeur, auxquelles s'ajoutent souvent la méconnaissance de ses droits par le consommateur et son éventuelle erreur d'appréciation.

Prenons le cas de quelqu'un qui, à l'achat d'un GSM, accepte une extension de garantie qui lui coûte six euros par mois. Rapidement, cette charge devient lourde.

Il arrive que le document fourni par le commerçant soit assez complexe et pratiquement illisible, même avec une loupe, tant les caractères sont petits !

Il y a des contraintes européennes, mais par où commencer ? Convierait-il, comme le propose Mme Winckel, de limiter les extensions de garantie à vingt pour cent du prix du produit acheté ? À l'heure actuelle, je n'ai pas de réponse à cette question. Interdire ces extensions de garantie ne me semble pas davantage une solution.

Prenons l'exemple de l'achat d'une voiture. Au-delà de la garantie légale, l'acheteur a la possibilité de prendre une omnium. Il peut aussi opter pour un entretien ou une garantie étalés sur un plus grand nombre d'années. La garantie peut porter sur les pièces, sur l'entretien, etc. selon les différents garages. De véritables négociations sont donc menées. Les garanties supplémentaires étant peut-être comprises dans le prix d'achat, le client réfléchit, discute.

Quant à moi, je pense qu'il ne devrait pas y avoir de

Zullen maatregelen worden genomen om de klanten beter in te lichten?

De heer Johan Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee. – Overeenkomstig de regels van het Europees recht en van onze Belgische wetgeving, meer bepaald de wet van 1 september 2004 betreffende de bescherming van de consumenten bij verkoop van consumptiegoederen, kan een onderneming de consument die een product koopt een commerciële of contractuele garantie aanbieden. Er is geen enkele wettelijke bepaling die verbiedt of uitsluit dat de consument gevraagd wordt te betalen voor een verlenging van de garantie.

De wetgever legt evenwel een aantal voorwaarden op voor het aanbieden van een commerciële garantie: in de eerste plaats een duidelijke vermelding dat de consument wettelijke rechten heeft inzake garantie, die niets afdoen aan de commerciële garantie, het vaststellen op een eenvoudige en begrijpelijke wijze van de inhoud van deze commerciële garantie en de essentiële elementen voor de uitoefening ervan, en ten slotte moet de verkoper of de kleinhandelaar, op verzoek van de consument, deze garantie kunnen bevestigen op papier of op een duurzame drager.

Op basis van deze wettelijke verplichtingen moet de onderneming de consument duidelijk verklaren wat deze commerciële garantie meer biedt dan de wettelijke garantie.

De kostprijs van de extra garantie is soms overdreven, en dus weinig nuttig voor de consumenten. Ik raad hen dan ook aan bijzonder waakzaam te zijn en goed na te gaan of de betalende extra garantie wel degelijk loont.

Dit is een typisch geval van een conflict tussen twee overwegingen: de contractvrijheid, aangezien sommigen een extra garantie wensen, en de verhouding tussen de consument en de verkoper, waarbij de consument niet altijd weet wat zijn rechten zijn en ze dus niet altijd goed kan inschatten.

Wie bijvoorbeeld een gsm koopt, en daarvoor de verlenging van de garantie aanvaardt, waarvoor hij zes euro per maand betaalt, kan voor zware kosten komen te staan.

Soms is het document dat de handelaar geeft nogal ingewikkeld en is de tekst zo klein gedrukt dat hij bijna onleesbaar is, zelfs met een vergrootglas.

Er bestaan Europese verplichtingen, maar waar moeten we beginnen? Zouden we, zoals mevrouw Winckel voorstelt, de verlenging van de garantie moeten beperken tot twintig procent van de aankoopprijs van het gekochte product? Ik heb thans nog geen antwoord op die vraag. Die verlenging van de garantie verbieden, lijkt mij ook geen oplossing.

Nemen we als voorbeeld de aankoop van een wagen. Naast de wettelijke garantie kan de koper een omnium nemen. Hij kan ook kiezen voor een onderhoud of een garantie gespreid over meer jaren. Afhankelijk van de garage kan de garantie slaan op vervangstukken, op het onderhoud, enzovoort. Er moet dus echt onderhandeld worden. Aangezien de extra garanties misschien wel in de aankoopprijs begrepen zijn, denk de klant na en onderhandelt hij.

Ikzelf vind dat het niet mogelijk zou mogen zijn de garantie te verlengen voor kleine producten. Zes euro per maand betalen

possibilité d'extension de garantie pour les petits produits. Payer six euros par mois pour s'assurer contre le vol, la perte ou la destruction d'un GSM me semble inopportun. En revanche, lorsqu'on achète une voiture, discuter du contenu de la garantie me semble plus indiqué.

C'est sans doute l'importance du produit acheté qui doit donc être prise en compte. Mais je n'ai pas d'opinion définitive à ce sujet.

Dans toute l'histoire des droits des consommateurs, l'information est déterminante.

Comme l'a souligné Mme Winckel, lorsque l'on compare les prix énergétiques sur les sites internet, on constate des différences énormes. Mais les gens restent chez leur fournisseur habituel. C'est inouï. Un simple clic pourrait pourtant leur faire économiser 200 euros par an.

Les achats groupés peuvent permettre une différence de dix pour cent pour le gaz, par exemple. Mais les gens hésitent à changer de fournisseur parce qu'ils ne croient pas à ces avantages. Notre marché est très influencé par la publicité, l'habitude, la peur du neuf, etc.

Combien de personnes connaissent les règles de garantie des produits ? J'ai étudié le droit, et je ne les connais pas. Et je ne suis certainement pas le seul dans le cas. Si j'interrogeais les sénateurs sur la garantie légale d'une radio, je ne suis pas certain qu'ils pourraient répondre.

Ma réponse est un peu philosophique, et je vous demande de m'en excuser, mais en vertu de la liberté contractuelle, je n'envisage pas de fixer des règles et interdictions telles que suggérées.

Mme Fabienne Winckel (PS). – Je remercie le ministre qui a néanmoins répondu à mes deux premières questions.

Je pense que le problème s'amplifie. Les arguments de vente visent toujours davantage des extensions de garantie pour des petits biens, et c'est sur ce point précis que ma question portait.

Il me semble en effet ridicule d'assurer pour trois ans un lave-linge dont la garantie légale est de deux ans. Cela vaut également pour les GSM.

Il conviendrait selon moi de veiller à une meilleure information des consommateurs dans les magasins et de combattre le flou qui prévaut dans ce domaine.

(La séance est levée à 12 h 05.)

voor een verzekering tegen diefstal, verlies of vernieling van een gsm lijkt mij niet opportuun. Bij de aankoop van een wagen daarentegen, lijkt het mij wel gepast te onderhandelen over de inhoud van de garantie.

Wellicht moet het belang van het aangekochte product in aanmerking worden genomen. Ik heb daarover evenwel geen definitieve mening.

In verband met de consumentenrechten is de informatie doorslaggevend.

Zoals mevrouw Winckel al zei, zien we enorme verschillen wanneer we de energieprijzen vergelijken op websites, en toch blijven de mensen bij hun gewone leverancier. Dat is toch niet te geloven. Met een eenvoudige klik zouden ze 200 euro per jaar kunnen besparen.

De gegroepeerde aankopen kunnen bijvoorbeeld een verschil maken van tien procent voor gas. De mensen aarzelen echter om van leverancier te veranderen omdat ze niet geloven dat ze er voordeel bij zullen hebben. Onze markt wordt sterk beïnvloed door reclame, gewoonten, vrees voor het onbekende, enzovoort.

Hoeveel mensen kennen de regels inzake garantie voor producten? Ik heb rechten gestudeerd en ik ken ze ook niet, en ik ben zeker niet de enige. Als ik de senatoren zou ondervragen over de wettelijke garantie voor een radio, ben ik niet zeker dat ze zouden kunnen antwoorden.

Mijn antwoord is een beetje filosofisch, waarvoor u mij moet verontschuldigen, maar gelet op de contractuele vrijheid ben ik niet van plan de voorgestelde regels en verbodsbepalingen op te leggen.

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – Ik dank de minister, want hij heeft toch op mijn eerste twee vragen geantwoord.

Ik denk dat het probleem steeds grotere vormen aanneemt. De verkoopargumenten mikken steeds meer op de verlenging van de garantie voor kleine producten, en daarover ging mijn vraag eigenlijk.

Het lijkt mij inderdaad belachelijk een verzekering van drie jaar te nemen voor een wasautomaat waarvoor de wettelijke garantie twee jaar bedraagt. Dat geldt ook voor de gsm's.

Volgens mij zouden de consumenten in de winkels beter moeten worden ingelicht en zouden de onduidelijkheden daar moeten worden aangepakt.

(De vergadering wordt gesloten om 12.05 uur.)